

RAPPORT D'ORIENTATION 2020

Présenté par Jacques Lemerrier

Introduction, p 2

I- LE MIROIR DE NOS DERELICTIONS, p 3

La montée du confusionnisme, p 4

Le risque d'une glaciation idéologique p 6

II- LA GLOBALISATION AU PRISME DE LA COVID, p 7

Une nouvelle donne géopolitique : confrontation vs coopération, p 8

Le moment européen ?, p 9

III- L'ORGANISATION DE LA SOCIETE SOUMISE A LA QUESTION, p 11

Inventer la démocratie du XXIème siècle, p 11

La République dans toute son exigence, p 13

IV- D'UN CHAOS A L'AUTRE, p 15

De l'incantation à l'action pour une transition écologique, p 15

En finir avec la procrastination, p 17

V- LE MONDE D'APRES, C'EST MAINTENANT, p 19

Quelques leçons de la crise, p 19

10 Propositions écologiques ET sociales, p 23

(En guise de) Conclusion provisoire, p 25

« Je supposerai donc, non pas que Dieu (...) mais qu'un certain mauvais génie, non moins rusé et trompeur que puissant, a employé toute son industrie à me tromper ; je penserai que le ciel, l'air, la terre, les couleurs, les figures, les sons, et toutes les autres choses extérieures, ne sont rien que des illusions et rêveries dont il s'est servi pour tendre des pièges à ma crédulité : je me considérerai moi-même comme n'ayant point de mains, point d'yeux, point de chair, point de sang ; comme n'ayant aucun sens, mais croyant faussement avoir toutes ces choses (...) : c'est pourquoi je prendrai garde soigneusement de ne recevoir en ma croyance aucune fausseté, et préparerai si bien mon esprit à toutes les ruses de ce grand trompeur, que, pour puissant et rusé qu'il soit, il ne me pourra jamais rien imposer. », DESCARTES (*Méditations métaphysiques*, 1647)

« Puisque nous n'avons, quant à l'avenir, pas d'autre critérium que la probabilité, la différence du plus ou moins probable suffit pour fonder la décision politique, mais non pas pour mettre d'un côté tout l'honneur, de l'autre tout le déshonneur. », MERLEAU PONTY (*Humanisme et terreur*, 1947)

On vit un drôle de moment. La conscience de la continuité historique semble nous échapper.

Le XIXe siècle naquit pendant les décennies de déflagrations qui transfigurèrent toute l'Europe. Il se produisit un phénomène étrange qui devait marquer l'esprit des hommes : réaliser qu'on ne mourrait pas dans le monde dans lequel on était né. Le XXe siècle nous apprit que l'Histoire pouvait avoir le mauvais goût de se répéter et que le provincialisme pouvait toucher aussi bien les grandes que les petites nations, mais pour des raisons inverses. Les grandes, considérant que leur capital culturel est suffisant qui les exonère d'avoir à envisager autre chose. Les plus petites estimant la culture mondiale, mais la jugeant lointaine, idéale, mais inaccessible, et surtout avec laquelle elles ont peu à voir. Le seul fait de porter son regard au-delà des frontières étant jugé quasiment prétentieux et offensant vis-à-vis de ses compatriotes. Tandis que le XXIe siècle apparaît comme celui de la révolution digitale, de la substitution de la *morale de l'archive* numérique à la morale de l'essentiel, mais aussi paradoxalement celui de l'oubli, de la perte de mémoire, ou encore du désenseignement de l'histoire, de l'instruction par le bas, de la démagogie, comme celui de l'absence de perspectives et des scénarii dystopiques. Nous sommes devenus addicts aux thérapies que sont les séries de l'industrie audiovisuelle. Le Coronavirus nous fait habiter un temps de détresse sanitaire et de dérégulations sociales, économiques et politiques. Les confinements et le couvre-feu en ont rajouté dans ce que l'invasion de l'instant produisait déjà en termes de contentions, de perte de perspectives et de disparition de la profondeur de temps. L'air du temps est plus que jamais à l'émotionnel, à l'impulsif, quand ce n'est pas au compulsif. Le lien entre la pensée et l'action politique apparaît comme brisé, accentuant le sentiment pas récent que cette dernière s'est comme décrochée de l'histoire. La vie politique comme la vie sociale est figée. La vérité et la pensée ne font plus critère.

La notion d'intérêt général se délite. Certes, cela ne date pas d'aujourd'hui. Mais l'imagination, la raison, l'esprit critique, la confiance et le scepticisme des Lumières sont suppliciés comme jamais, emportés par le *mainstream* d'outre-Atlantique et sa cohorte de prédicateurs et de marchands. Le vocabulaire se rétrécit. Les technologies du virtuel et les algorithmes étendent leur empire.

Conjugué à la Covid comme aux autres risques viraux qui n'ont pas disparus, à la brutalisation du monde et aux guerres incessantes, le dérèglement climatique avec ses souffrances humaines annoncées pourrait presque sembler marquer par moments *l'obsolescence de l'homme*.

Face à cela, le PRé essaie de mobiliser une *inquiétude*, une lucidité, une nuance raisonnable, contre le quiétisme aveugle, la passivité de larges franges des espaces politiques actuels devant les nuages qui s'amoncellent, contre *la mère des gens sans inquiétudes, la mère des saintes habitudes*, mais aussi contre l'hystérisation des débats ou plutôt des échanges publics, et singulièrement sur les réseaux dits « sociaux », où l'invective, l'injure le dispute au refus de dialogue, à la malversation et au crétinisme, où le sentiment d'impunité permet un *shitstorm*, un déchaînement permanent de débordements insensés.

C'est peut-être la fin d'un monde, mais pas la fin du monde. L'histoire est pleine de résurgences, pas forcément négatives. La Grèce a été laminée par Rome, mais Byzance est advenue, qui a fait vivre un millénaire de culture grecque après la disparition de l'Empire romain d'Occident. L'école et la commune pourraient bien renaître à la faveur de la Covid et de l'urgence climatique, et la pensée naufragée ne pas le rester éternellement.

Puissions-nous sortir de toutes ces épreuves et continuer d'agir collectivement et individuellement pour ouvrir la voie d'une politique du bien commun et si possible d'une politique de l'émancipation pour tous et pour chacun.

Le PRé n'abandonne pas l'idée de **contribuer à l'invention d'un nouveau projet politique articulé autour du défi écologique, la justice sociale, le renouveau démocratique et la renaissance des Humanités.**

Notre démarche est pragmatiste, qui renonce aux récits totalisateurs. Alors, bien sûr que se coltiner « l'équilibrage des contraires » qui est le plus souvent à l'œuvre dans le monde social, où les antagonismes, les mésententes, loin de s'effacer nécessairement, ne parviennent le plus souvent qu'à se stabiliser dans un équilibre plus ou moins précaire, n'est pas aisé. Il est souvent plus facile de prendre pour argent comptant les certitudes et les évidences. Ou de dénoncer, selon, la « trahison » des idéaux par l'institutionnalisation, l'intégration au « système », ou un « purisme » haut perché sans prise sur le réel. La démocratie n'oblige pas à s'aimer ou à avoir les mêmes idées, mais on peut trouver des points d'accord au profit d'un *espace commun de justice et de la singularité individuelle* concrètement, par exemple, dans un schéma déconcentré au plan national, confédéraliste au plan européen. L'idée d'équilibrage alliée à un renouveau de la critique sociale et de la pensée critique pourrait reconstruire un idéal, une utopie concrète.

Nous pensons pour notre part qu'il est encore temps d'agir pour accélérer la transition écologique, préserver l'avenir, mais aussi protéger notre présent, et redonner du sens au mot progrès en acceptant de lui enlever son « P » de majesté. Tout comme il est encore temps de défendre de manière dynamique, c'est à dire de promouvoir en actes, ce **principe d'organisation essentiel de notre République qu'est la laïcité**, aujourd'hui éperonnée, dévoyée, répudiée (1), rabaisée de toutes parts dans la société. Comme l'universalisme. Une laïcité à qui l'on dénie ici ou là le droit de conjuguer la liberté de conscience, l'égalité de droits, et la promotion de l'intérêt général. Certes, comme tout un chacun, exaspérés dans ce sentiment par la crise pandémique, le monde nous paraît parfois tellement vide, Il y a tant d'incertitudes dans cette époque qui publie la correspondance de Chardonne ou sort de l'oubli *Les Décombres*, le brûlot antisémite, antichrétien et anticapitaliste de Lucien Rebatet.

Et en même temps, sur certains sujets encore brûlants, comme celui de la guerre d'Algérie, il y a de quoi espérer nous défaire de postures improductives, d'aller au-delà des antagonismes anciens, des « *trous de mémoire* » (2), de la compétition victimaire, et de la communautarisation des mémoires.

Puissions-nous réussir à renforcer nos défenses immunitaires, pas seulement contre le coronavirus et les dérélitions, mais aussi contre ce sentiment de solitude morale qui nous envahit de temps à autre et affecte jusqu'à la santé mentale des plus jeunes. Contre ce contre quoi il est possible d'agir, notamment l'entrisme du religieux à l'école, la mal-compréhension ou le refus à l'université, chez de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur, du concept de laïcité, les intolérances de toutes sortes, la tendance répandue à confondre rigueur et fermeture d'esprit. L'esprit de meute. Le racisme, l'antisémitisme. La QAnonisation des esprits. Les catéchismes politiques. Contre aussi les impensés conservateurs dans le « populisme de gauche » ; la compétition victimaire, les dérives de la pensée post-coloniale, les travers de la racialisation de la question sociale dont ses promoteurs ambitionnent d'en faire le prisme exclusif de tout. Contre les postures petites-bourgeoises intellectuelles. Contre les professionnels de la profession qui n'en peuvent. Les semeurs de discorde et les entrepreneurs de haine.

Les clabaudes de la première et de la dernière heure. Contre le *catastrophisme anthropologique*. Les sectarismes *New Age*. Les nouveaux conformismes. La bêtise, les égoïsmes, les abandons, les lâchetés ordinaires, y compris parfois chez chacun d'entre nous qui ne sommes pas totalement immunisés pour autant.

Oui, puissions-nous réussir à renforcer nos défenses immunitaires pour dégager un horizon d'émancipation.

I- LE MIROIR DE NOS DERELICTIONS

L'exécution djihadiste du professeur d'histoire-géographie Samuel Patty le 6 octobre 2020, suivi de l'attaque au couteau mortelle de trois paroissiens le 29 octobre à la Basilique Notre-Dame de Nice a plongé la France dans une cruelle réalité et un profond trauma. Elle a mis dans le même temps en lumière les dégâts des islamo-conservatismes (dont le djihadisme fanatique meurtrier constitue une composante à côté d'une plus légaliste qui a des points de jonction avec lui), et les dégâts des islamismo-gauchismes (constitués d'une partie de l'extrême gauche, toujours à la recherche du moteur de la Révolution depuis les années 60, au nom d'une convergence d'intérêts et d'ennemis communs avec les intégristes musulmans). Ces derniers ne surgissent pas de nulle part.

Ils ont été décrits dans les années 90 sous le vocable d'*islamo-gauchisme* pour illustrer la volonté de transmuter un « prolétariat » jugé mou du genou grâce à la « religion des opprimés ». Lequel a déteint depuis sur une partie du reste des gauches erratiques, témoignant de leur passage du différentialiste au multiculturalisme, à la

légitimation du modèle anglo-saxon communautariste par le biais d'une ultra-idéalisation de ce qu'est une société multiculturelle, et symbolisant souvent une ligne de fracture politique sur les causes même du djihadisme. Moyennant quoi, l'on se retrouve face à des situations de déni, de frilosité ou d'indigence dans la critique sociale et politique de l'idéologie islamiste comme vis à vis de ce qui peut conduire à « l'islamisme radical ».

Sans compter par ailleurs un phénomène de complaisance de quelques élus de tous bords vis-à-vis du phénomène du communautarisme pour des raisons de pur clientélisme électoral. Autrefois, on se contentait de placer ses « valeurs » sur le marché électoral, ces dernières années, d'aucuns placent le marché électoral au sein de leurs valeurs. Et vont parfois jusqu'à fermer les yeux et les oreilles, quand ils n'y adhèrent pas, aux litanies de ce petit courant idéologique qui surfe sur la vague et cherche à instiller dans les esprits l'idée qu'il existe en France une « Islamophobie d'Etat ».

Ces exécutions ont révélé au final comme un certain « *djihadisme d'atmosphère* », qui s'insinue, prospère, sur la pression de cette branche du radicalisme islamiste qui n'a de cesse, malgré ses déconfitures sur ses théâtres d'opérations d'origine, de vouloir étendre son emprise sur certains quartiers, ici même en France et en Europe. Mais aussi et avant tout au sein de l'islam, dans le monde musulman lui-même où il persiste.

Elle a ouvert plus généralement les yeux sur les dégâts des instrumentalisations politiques de la religion, comme les dégâts de la folie ordinaires en période de crises, qui semblent coloniser les réseaux dits « sociaux », les plateaux de certains médias, ou encore les dégâts de ces discours politiques, alimentant l'extrême droitisation des espaces publics. Au travers des commentaires qui ont suivi, elle a mis également dans la lumière les dégâts des usages pervers de la laïcité, les dégâts plus généralement de l'inversion de principes (qui étaient autant de signes distinctifs de la gauche autrefois, quand on pouvait encore lui accoler un « L » majuscule, à commencer précisément par la laïcité marqueur historique qui la distinguait de la droite) sur laquelle le doute, quand ce n'est pas le soupçon, s'est abattu. La laïcité est à la peine, mal comprise, rejetée par une partie de la jeunesse, elle est ciblée par une partie de l'extrême gauche intellectuelle et caricaturée par une autre partie de la gauche traditionnelle, mais aussi libérale, voire extrême centriste, qui ont repris à leur compte la phraséologie de Nicolas Sarkozy sur la « laïcité ouverte », laissant à penser qu'il conviendrait de la « corriger », que son principe serait intolérant, voire réactionnaire, ou celle plus sociologique sur une « laïcité apaisée », ou encore celle de « laïcité positive » ouvrant les vannes dans tous les cas de figure à un retour du cléricanisme.

Jusqu'à la République elle-même, objet de bien des procès, sans doute parce qu'elle met l'accent sur ce qui rassemble les Hommes plutôt que sur ce qui les différencie. Quand ce n'est pas le peuple lui-même qui est récusé par la gauche Nuideboutiste, Terra Novaïste...

A l'effroi qu'ont suscité ces actes terroristes, s'ajoutent les appréhensions causées par l'impréparation de l'Etat devant la pandémie et les mutations redoutables du Coronavirus, le désarroi lié au sentiment de plus en plus partagé que non seulement chacun d'entre nous, mais la société elle-même est en manque de perspectives et bien sûr les inquiétudes liées au dérèglement climatique qui ne connaît pas la crise. Sans parler des tumultes dans le monde, parfois au sein même de l'Europe. Tandis que sur le plan de la réflexion et des idées, tout est devenu confus.

La montée du confusionnisme

Au plan idéologique, dans un contexte politiquement on ne peut plus brouillé et périlleux, l'on observe, notamment en France, une **extension des domaines d'un confusionnisme (3)** rhétorique et idéologique au sein des espaces publics, qui se traduit par une confusion entre des thèmes d'extrême-droite, de droite, de gauche « radicale », de gauche traditionnelle ou « modérée » favorisant au bout du compte des alchimies, des « bricolages idéologiques » *ultra-conservateurs*, ouvrant la voie à une (*extrême*) *droitisation* des idées et de la société.

Cette dernière ne vient pas d'aujourd'hui. Elle a suivi de près les deux traumatismes du 11 septembre (2001) et du 21 avril (2002), qui ont favorisé d'une certaine façon un discours à la fois anti-démocratique et xénophobe.

L'idéologie du repli, l'idéologie du rejet gagnent les esprits. En réalité, le nouveau n'est pas que des thèmes d'extrême droite déteignent sur une partie de la droite, celle la plus perméable aux idées d'autorité et d'ordre. Jean-Marie Le Pen avait déjà préempté avec un succès certain quelques-unes des valeurs fondamentales de la droite dont la défense de la nation. Le nouveau c'est quand la quasi-totalité de l'échiquier politique, a cru pouvoir se lancer dans la triangulation politique. Nicolas Sarkozy fut en 2007 le champion toutes catégories de la triangulation, convoquant de Gaulle et Jaurès, la droite décomplexée et l'ouverture à gauche.

François Hollande s'est égaré quand il a cru bon de se lancer à son tour avec son « Pacte de responsabilité » pour tenter de se montrer mieux-disant que la droite en matière de politique de l'offre, en espérant renvoyer l'UMP à ses velléités libérales; idem en matière de sécurité quand il reprit à son compte l'idée, on ne plus marquée, d'inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français et condamnés pour des actes terroristes.

Jean-Luc Mélenchon a réussi à devenir le porte-drapeau de la gauche « radicale », préemptant le PCF et l'extrême gauche, en parlant une nouvelle langue mêlant les langages du trotskisme et du stalinisme que l'on croyait inconciliables et, depuis 2017, celui de l'écologisme.

Marine Le Pen a été plus loin que ne le pouvait son père en se revendiquant en 2017 « gaullienne » tout en allant braconner sur les terres de la gauche, notamment sur la question sociale. Comme sur les lopins de terre écologistes en exploitant la thématique écologique (localisme, locavore, etc.). Il n'est pas douteux qu'elle pousse le bouchon encore plus loin en 2022 en développant cette fois-ci une vision écologique du rapport entre les cultures et les civilisations, sur le registre de « il ne faut pas qu'elles se mélangent », pour leur propre bien, pour préserver leur « écosystème », leur prospérité future, en gardant une forme de pureté. En développant finalement l'idée pas nouvelle, mais reliftée aux couleurs porteuses de l'écologie du « vivre et travailler au pays » transformé en « produire et consommer local », mais aussi du « développement séparé », idée déjà portée par le courant de pensée d'extrême droite la *Nouvelle Droite* dans les années soixante-dix et depuis lors. Il est symptomatique de noter que cette *Nouvelle Droite* théorisait déjà à l'époque l'idée d'un différentialisme séparé de l'universalisme, que d'aucuns à gauches croient aujourd'hui avoir inventé...

Plus récemment, Marine Le Pen a été jusqu'à tenter « d'hold-uper » la question de la laïcité pour s'en servir dans son combat contre l'immigration.

Au final, à ce « jeu » consistant à emprunter les idées des adversaires pour mieux les prendre à revers, les déstabiliser et les désarmer, on connaît surtout les perdants : les Français qui ont fini par ne plus s'y retrouver dans ces embrouillaminis à n'en plus finir.

Aujourd'hui, ce confusionnisme s'est lesté de la prégnance plus large d'un engrenage identitaire, d'*identitarismes*, susceptibles de conduire à la réduction - quand ce n'est pas à leur enfermement - des individus et des collectivités humaines à une identité décrétée comme principale et close. Avec comme corollaire, s'ils devaient s'installer et devenir centraux, l'instillation de la peur de l'ennemi réel ou fantasmé, la recherche et la désignation systématiques de « coupables », de boucs émissaires. Les tensions et les pertes de repères sont anciennes et profondes et vraisemblablement durables. L'on assiste, année après année, à une lente et longue désagrégation des repères politiques antérieurement stabilisés autour du clivage gauche/droite.

Notre société souffre de ce confusionnisme, qui dépasse de loin le simple registre des confusions ou des ambiguïtés, des « oui, mais », des « pas d'amalgames », des « rien à voir avec », des « pas de stigmatisation », voire des « Charlie l'a bien cherché » ou des « pas de vague » mille fois entendus depuis l'attentat contre *Charlie Hebdo*. La trame discursive confusionniste qui prospère partout, dont l'audience est démultipliée par le vecteur des réseaux « sociaux », a pour principal effet de faciliter l'extension de postures et de thèmes venant de l'extrême droite. Elle est devenue la colonne vertébrale de nombre de « collectifs Non mixtes racisés.e.s » qui dénoncent le « racisme de l'institution universitaire » française et organisent des événements « interdits aux Blancs », convaincus que le véritable antiracisme serait non pas universaliste mais « décolonial », c'est-à-dire focalisé sur la dénonciation d'un supposé « racisme d'Etat » et de « privilèges blancs ». Il n'est pas jusqu'au syndicalisme étudiant qui ne soit touché par le phénomène, quelques-unes de ses organisations se laissant submerger par un esprit quasi munichois, organisant reculades et reniements par rapport à ses principes fondateurs, appels à la censure et enfermement de la création artistique.

Il ne s'agit pas ici de se faire peur, de se laisser envoûter par les charmes de la désespérance, envelopper par la « douce certitude du pire », mais une des possibilités ainsi ouvertes est l'émergence en Europe et dans le reste du monde de « *postfascismes* », sous la forme de partis et/ou de régimes politiques. Nous ne sommes pas loin en réalité d'un basculement à partir duquel l'engrenage peut connaître un coup d'accélérateur. Il ne s'agit plus ici de considérer notre manière d'interpréter le réel, nos *passions tristes*, mais le réel lui-même.

Le risque d'une glaciation idéologique

« *Winter is coming* »?

S'il n'y avait que la vie politique qui soit figée pour cause de Covid. Mais l'hiver arrive, avec un risque de glaciation idéologique, après une phase de réfrigération de plusieurs années. Après le « politiquement correct » il y a vingt ans, un nouveau conformisme débarque, le « politiquement incorrect », qui séduit massivement, écrase tout, remplace pareillement la visée de vérité, le souci de justice et/ou la quête d'émancipation, en débordant de l'extrême droite vers la droite et les gauches. La critique exclusive du « politiquement correct » est devenue un *game* qui nous enfonce un peu plus dans le brouillard et piège les formations politiques qui se diluent un peu plus dans le confusionnisme et précipitent l'opinion publique dans un désaccordement avec le réel. Les mises en récit conspirationnistes polluent la faculté de jugement et l'esprit critique des citoyens, et gangrènent jusqu'à la critique sociale. Les mots « Europe » et « monde » ont une charge menaçante et ceux de « France », « nation », « souverainisme » surchargés de sens souvent impuissants.

Les identités revendiquées se ferment, le pluriculturel et le métissage sont fustigés, après avoir été excessivement portés aux nues, au prix d'une même confusion entretenue entre multiculturalités et « multiculturalisme », identités et « identitarismes », entre un état de fait, une liberté, et une société normée, non-inclusive.

La réprobation sociale des « migrants », des réfugiés, des pauvres, des « musulmans » (que d'aucuns ne cessent de s'ingénier à constituer, quand ce n'est pas à assigner, en « communauté » religieuse fantasmée en France), des « Roms », des gitans, des jeunes, des vieux, des petits, des gros, de tout ce qui est différent de soi, etc. apparaît presque acceptable dans certains secteurs des champs politique et médiatique. L'antisémitisme reprend de la vigueur. Les aspirations des individualités sont défigurées, enlaidies, concassées, réduites à des accès d'« égoïsme », des humeurs autocentrées, à des pulsions purement « libérales », au profit d'un « tout collectif » hégémonique... Cependant que d'aucuns à gauches jouent aux apprentis sorciers en confusionnisme en faisant le choix sciemment et dangereusement de briser la frontière symbolique avec l'extrême droite : Macron mis sur un pied d'égalité avec le Pen (« bonnet blanc et blanc bonnet »), quand on ne va pas jusqu'à laisser penser que Le Pen serait mieux que Macron, ou que Macron est plus détestable que Le Pen ; certains intellectuels arguant même qu'on n'a pas de distinction à faire au motif que l'on serait déjà en « dictature ». Cette posture est en train de dilapider la notion même (de ce qui reste) de gauche et les idéaux qui y sont historiquement associés.

L'enjeu du moment est donc éminemment sanitaire, mais aussi politique, culturel au sens large, en un mot : démocratique. Il est celui d'une bataille culturelle, qu'il va bien falloir se décider à mener, du côté des formations politiques et des mobilisations citoyennes, contre ces forces qui y sont, elles, pleinement engagées depuis des années, et marquent des points jour après jour, obscurcissant la société, pourrissant les débats d'idées jusqu'aux idées elles-mêmes, pas seulement sur l'idée d'écologie, mais aussi celle de République, celle d'un futur désirable, d'un monde de possibilités. Il n'y a sans doute pas plus urgent aujourd'hui pour faire face collectivement aux conséquences de la crise pandémique, au risque viral en général, à l'urgence climatique, comme à la montée de toutes sortes de périls dont les cyber-risques, le cyber-terrorisme ne sont pas les moindres. Afin de contrer dans le même temps les dislocations internes à notre continent, se défaire de notre cécité politique, pour éviter les issues régressives comme le repli sur les nationalismes, l'autoritarisme, etc.

En France, les forces politiques sont handicapées idéologiquement. Il n'y a plus LA gauche, mais que DES gauches mélangeant des opinions radicales, réformistes, libérales, nationalistes... ayant renoncé à être la conscience de la société et ayant contribué, dans la société, à la perte de tout « principe d'espérance », pour reprendre l'expression d'Ernst Bloch. La social-démocratie reste enfermée dans un étrange nihilisme, le PS continue de voir ses effectifs fondre comme neige au soleil jour après jour et ne s'est toujours pas réellement remis au travail. La gauche dite « radicale » incarnée principalement par LFI reste largement une impasse idéologique et politique, encore plus prégnante depuis qu'elle a adopté en 2017 un clivage substitutif au clivage droite-gauche, celui entre le « peuple » et « l'oligarchie », depuis qu'elle s'est choisi un bouc émissaire, l'Allemagne, et une stratégie électorale qui l'a conduit jusqu'à prôner l'abstention dans des duels PS-FN au second tour en 2017 et la conduira probablement à rester coi en 2022 devant un second tour de la Présidentielle qui verrait s'opposer un candidat qui ne serait pas issu de ses rangs face à Marine Le Pen. L'écologie politique représentée par EELV n'aura pas moins de mal à sortir au plan national de son paradoxe qu'en 2012 ou 2017, sans compter qu'elle est victime en quelque sorte du succès que l'idée d'écologie qu'elle porte a largement infusée dans la société et les partis politiques traditionnels. Quant à la droite, LR est aphone, si ce n'est au parlement, principalement au sénat, où elle sait donner de la voix claire et ordonnée. Côté LaREM, le socle doctrinal (en réalité l'esquisse très incomplète), de ce que les

observateurs ou ses adversaires appellent abusivement le « macronisme », reste faible et la démarche du Président Macron est surcroît percutée par la crise pandémique. Gélifiée. Le couple progressisme / émancipation d'abord. Le couple libérer / protéger ensuite. Ce dernier, déjà perçu, avant la crise de la Covid, comme déséquilibré dans l'opinion au profit de la première injonction, Emmanuel Macron a eu du mal à se concentrer sur la seconde, même si depuis le premier confinement, des aides sans pareil ont été fournies aux secteurs d'activité les plus touchés, aux salariés et aux catégories de Français les plus en difficultés. La difficulté centrale étant que malgré cela, il n'est pas dit que les réponses ne persisteront pas à apparaître comme des inversions de trajectoire par rapport à ce que son gouvernement a fait depuis 2017. **Et pour quel projet ? Là, demeure toute la question.**

LaREM n'a évidemment pas l'expérience des formations traditionnelles, mais le fait est que depuis 2017 elle a surtout donné le sentiment qu'elle pouvait se passer aussi bien d'une doctrine que d'une base sociale, vus comme des accessoires du *monde d'avant* peut-être, mésestimant surtout le fait qu'il pouvait y avoir des forces de frottement, et ne réussissant jusque-là qu'à illustrer une pulsion narcissique. Le compte à rebours permettra-t-il au Président, au-delà de l'exécutif, de concilier la confiance et l'action, d'articuler les contraires comme nous avons pu le supputer au début du quinquennat ? La Covid a certes figé beaucoup de choses. Emmanuel Macron l'a évidemment compris, et il n'est pas douteux que si la sortie de crise l'y autorise, il trouve le moyen de relancer son ambition d'une évolution permanente. Il reste 16 mois à peine, c'est court. Saura-t-il se réinventer ?

II- LA GLOBALISATION AU PRISME DE LA COVID

En France, la Covid 19 a révélé le déclassement de la France, qu'on ressentait confusément, mais qu'on ne voulait pas admettre, se refusant - au PRé - à alimenter la propension classique au déclinisme. Il reste que la pandémie a mis en lumière son décrochage en matière de recherche scientifique (à commencer sur le vaccin, ce qui est incompréhensible pour la population du pays de Pasteur), en matière de logistique (la France est classée au seizième rang par la Banque mondiale, classement 2018, derrière l'Allemagne - en tête - la Belgique et les Pays-Bas), ce qu'ont mis en évidence la pénurie de masques, de tests et de lits d'hôpital, de personnel médical, lors du premier confinement, et aujourd'hui vraisemblablement de vaccins, mais aussi en matière de choix et de développement industriel (la question de l'autonomie en matière de fabrication de médicaments essentiels, pour l'heure encore délocalisés ; et, dans le registre de la croissance verte, la question par exemple de la fabrication des batteries pour les voitures électriques, des panneaux solaires pour lesquels la France est dépendante de la Chine, etc.). Elle a pareillement mis en lumière la faiblesse de nos investissements en matière d'innovation technologique. Ce n'est pas que la France soit moins inventive, mais les capitaux français - ou européens - sont trop souvent aux abonnés absents lorsqu'il s'agit de développer la *French Tech*, de sorte que les meilleures *starts up* sont rachetées par des fonds étrangers qui s'approprient les savoir-faire et les développent selon leur propre stratégie.

Au-delà du fait connu que la compétitivité française s'est dégradée au début des années 2000, comparativement aux autres pays de l'OCDE, et qu'elle présente encore des signes de faiblesse (les différences de coûts de production entre la France et les pays européens ne permettant cependant plus d'expliquer le déficit persistant de la balance des biens et services), notamment en matière de santé, d'organisation des soins, de recherche sur les vaccins et de leur mise sur le marché, on a surtout vu en 2020 le poids contreproductif de son mille-feuille administratif qui s'est révélé particulièrement inadapté avec le Coronavirus. On a beaucoup moins vu la force de sa capacité de pilotage. Faisant montre d'absence d'investissement, mais aussi d'excès de prudence, engoncée qu'elle est peut-être par le *principe de précaution* qui est parfois exagérément mis en avant. Ce n'est pas que la France soit indigente : elle produit encore de nombreux et talentueux chercheurs, sauf qu'ils finissent par s'exiler Outre-Atlantique pour poursuivre leurs recherches et transformer leurs résultats.

Un autre facteur est à noter qui a son incidence sur le manque de résultats ressenti en matière de recherche et développement pharmaceutique : le changement de stratégie amorcée avant la crise de la Covid de nombre de firmes françaises qui les a conduit à se recentrer en laissant de côté des pans entiers (maladies cardiovasculaires, diabète...), à externaliser la recherche dans des entités qui ne sont pas françaises, et à programmer des plans consécutifs massifs de licenciements dans les laboratoires.

La France reste excellente en matière d'analyse des risques, mais c'est dans la phase d'après ou elle apparaît plus timorée, quand elle est confrontée directement à la gestion du risque. La prise de risque est évidemment toujours difficile, reste un pari risqué, mais s'avère par moments nécessaire : Cependant que d'autres pays dont les Etats-Unis n'ont pas manqué de prendre ce risque en commandant massivement des vaccins avant tout le monde.

Une nouvelle donne géopolitique : confrontation vs coopération

La situation économique mondiale se dégrade, mais la guerre économique systémique fait rage de plus belle, et l'on assiste au renforcement des tendances stratégiques déjà existantes. La rivalité entre la Chine et les Etats-Unis s'installe comme l'élément stratégique central des relations internationales pour les années à venir.

Et la victoire de Joe Biden ne devrait pas modifier cette tendance. La politique étrangère des Etats-Unis quel que soit le parti au pouvoir changeant en général rarement ou à la marge ou bien dans l'art et la manière, si ce n'est pour corriger cette fois-ci les outrances de l'administration Trump, revenir à un multilatéralisme de bon aloi et revisiter sur un mode plus civil le lien transatlantique.

La Chine conforte sa présence en Asie centrale à la fois pour contrebalancer la présence américaine en mer de Chine du Sud, mais aussi pour continuer à se ménager une porte de sortie en cas de conflit pour ne pas tarir ses importations en énergie et contrarier ses exportations de marchandises qui se font par voie maritime. On est dans la continuité de la politique de la Chine qui, dans les années 90, évoquait la question de relancer « les routes de la soie ». Avec le président Xi Jinping, l'enjeu est devenu également idéologique qui répond à une stratégie d'influence extrêmement élaborée. La Chine ne cache plus sa volonté de puissance : le *soft power* de la Chine et de son capitalisme d'Etat s'étend jusqu'au continent africain à la faveur de la Covid. (6).

Lequel, relativement préservé de la crise sanitaire liée à la Covid, mais pas forcément d'autre virus (Ebola...) est frappé économiquement, tandis qu'au plan politique, en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Ethiopie notamment, la démocratie vacille et le chaos reste total en Libye.

L'émergence de la Chine comme nouvelle puissance avec une ambition mondiale dorénavant ouvertement assumée conduit à remettre en cause les traités de contrôle des armements issus de la guerre froide.

De nouvelles technologies émergent, comme les planeurs hypersoniques, provoquant une nouvelle course aux armements. Jusqu'à l'espace qui devient également un nouveau champ d'affrontement entre grandes puissances. La crise de la Covid-19 a laissé en jachère des décisions majeures quant à nos rapports avec l'espace qui nous entoure. A-t-on le droit et qui peut exploiter l'espace ? Les Etats-Unis, la Chine et les Emirats arabes unis font la course en tête pour la planète Mars, sans que l'on sache précisément ce que le droit spatial international ménage comme possibilités, ni même au nom de quelle éthique, de quelle juridiction interplanétaire, nous, les terrestres, en aurions le droit. Le 6 avril, le président des États-Unis Donald Trump, profitant d'un certain vide juridique, signait un décret présidentiel unilatéral confirmant le *Space Act*, postulant que les citoyens américains peuvent récupérer, posséder et exploiter les ressources spatiales. Les planètes du système solaire, un temps délaissées, sont redevenues envisageables pour les grandes puissances. L'Union européenne s'y est toujours intéressée, l'Inde pointe son nez et, en juillet dernier, ce sont les Émirats arabes unis qui passaient à l'acte en envoyant la première sonde spatiale vers Mars. Alors que les corps célestes, tous les objets qui gravitent dans l'espace du système solaire sont pourtant considérés comme faisant partie du " patrimoine commun de l'humanité " depuis un traité international de 1967 qui prohibe l'appropriation nationale de l'espace et des corps célestes...

En Asie centrale, l'Afghanistan reste le théâtre d'attaques meurtrières, d'attentats suicide, prisonnière des logiques de guerre et l'on continue à y assassiner des femmes parce qu'elles sont des femmes.

Au Moyen-Orient, en Syrie, c'est toujours l'empire du chaos. Enfin, en Amérique latine, continent touché de plein fouet par la crise économique et sanitaire, politiquement éclaté, les différents succès des gauches au Mexique, en Argentine et en Bolivie viennent nuancer la mono-couleur de droite.

L'hégémonisme occidental baisse globalement son pavillon, cependant que l'Europe pourrait tracer une troisième voie : elle en a donné quelques signaux avec le plan de relance - et l'épisode longuet et pas moins éprouvant pour l'UE et l'idée européenne - du Brexit qui pourrait finalement constituer une opportunité pour l'Union Européenne.

Au plan économique, la crise sanitaire aura été le moment spectaculaire du mûrissement d'un capitalisme de plateforme transnational (dominé par les Etats-Unis et la Chine), l'ère de la toute-puissance du capitalisme numérique, de l'insolente santé financière des GAFAM qui engrangent des profits énormes, et l'expérimentation ici ou là en quelque sorte des conditions d'une « société de surveillance ».

Les grandes crises du passé (1929, 1973) accélèrent sinon la disparition, du moins la mutation d'un modèle socio-économique structurellement déstabilisé par ses tensions internes. La crise sanitaire actuelle, qui ne tient pas son origine dans la structure économique, même si elle y génère des effets désastreux, accélère la croissance de ce capitalisme de plateforme, bâti sur la gigantesque collecte, l'énorme concentration et le traitement étendu d'une

incommensurable masse d'informations recueillies en temps réel, le Coronavirus agissant en quelque sorte comme un accélérateur de transformations inscrites dans le temps long.

Les relations Etats/économie en sont transformées car le pouvoir économique des GAFAM peut aisément se convertir en *une capacité d'influence* sur la fiscalité, les réglementations, la non-mobilisation des dispositions anti-monopole. Au point que l'on peut se poser la question de savoir si au final, le Coronavirus renforcera plus le capitalisme transnational de l'information que le pouvoir des Etats (remis en selle à l'occasion du traitement de la pandémie et de ses effets économiques et sociaux) ?

Le moment européen ?

L'Union Européenne de son côté était connue jusqu'il y a peu pour la faiblesse de sa réflexion stratégique. Mais une prise de conscience importante est en train de s'opérer à l'occasion de la crise pandémique et du plan de relance qui ont conduit à la prise de mesures inédites, historiques, souvent sous l'instigation de la France, et/ou dans un pas de deux avec l'Allemagne, profitant à tous, à commencer aux petits pays. De quoi inciter l'UE à être un peu plus audacieuse en matière de participation citoyenne, de politique budgétaire commune, de politique industrielle et d'innovation technologique. Qui pourrait même la pousser à s'assumer en tant qu'Europe puissance ?

La nouvelle Commission européenne présidée par Ursula Von der Leyen souhaite travailler à une « **Europe géopolitique** » sur la scène internationale. Cette ambition n'est pas nouvelle. En 2006 déjà, les discours optimistes n'avaient pas manqué, notamment par la voix du chef de la diplomatie de l'Union européenne. Mais les gestes se sont rarement joints à la parole ou alors maladroitement. Il y a aussi que la crise financière de 2008 est passée par là, la pandémie de Covid-19 a surgi depuis, la question migratoire crispe et ne facilite pas des pas en avant, la poussée mondiale de l'autoritarisme au sein même de l'Europe interroge, et nombre d'Européens regardent le reste du monde avec une certaine angoisse. Un élément illustre sinon le refroidissement du moins la mise entre parenthèses des ambitions européennes : le programme d'élargissement qui est au point mort, notamment sur les Balkans, convoités par ailleurs par la Russie et la Chine ou encore la Turquie. Ce qui est en jeu est tout autant une question d'ambition, qu'une question de méthode et de stratégie. Comment se projeter sur la scène internationale, tout en consolidant l'existant (l'UE) - la raison pousse à procéder d'abord à cette consolidation - et en étant présent à la périphérie de l'actuelle Union (l'histoire montre qu'aucune grande puissance n'est parvenue à avoir une aura mondiale sans avoir établi au préalable un certain ascendant sur ses voisins). Mais la chose n'est pas aisée tant la concurrence est rude et les européens peu enclins à déployer une réelle stratégie d'influence (les Balkans évoqués plus haut en sont un bon exemple). Il faut aussi composer avec les membres du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie) qui, aujourd'hui 16 ans après leur adhésion, pèsent de tout leur poids pour imposer leur vision d'une Europe rabougrie, souverainiste, anti-immigration, quitte parfois à pactiser avec les concurrents de l'UE à l'instar de Victor Orban et son allié russe.

Libérée du fardeau de la négociation du Brexit qui a polluée les Conseils européens et autres discussions au Parlement durant de précieuses années, il faut espérer que l'Europe puisse enfin se donner les moyens de dessiner son futur commun. Doit déjà être aussi anticipé le départ d'Angéla Merkel qui aura, à sa manière bien à elle, incarné le leadership européen durant plus de 10 ans. Emmanuel Macron sera-t-il en mesure de reprendre le flambeau comme d'aucuns lui prêtent cette ambition ? Il aura l'occasion d'un galop d'essai lors de la Présidence Française de l'Union européenne (1^{er} semestre 2022). Sera-ce le moment d'une *Europe européenne*, comme on peut évoquer en économie le « Moment keynésien » ou le « Moment Minsky » ?

De nouveaux axes de convergences

Ce n'est pas un scoop, mais les idées françaises ont longtemps été isolées et le restent pour une bonne part au sein de l'Alliance atlantique, y compris du jour où la France a choisi d'intégrer le commandement intégré (sous l'ère Sarkozy) ce qui eût surtout comme premier effet de banaliser politiquement la position traditionnelle française. Mais la crise pandémique et la présidence Trump ont remis sur la table des discussions, une notion qui était devenue quasi taboue, celle de « souveraineté » que d'aucuns s'échinaient à confondre avec « souverainisme », soit pour la condamner d'avance en en faisant un gros mot ou en la rejetant car elle n'était à

leur yeux que provocation (dans une partie des gauches), soit pour en faire un élément de posture politique et de fermentation idéologique (à l'extrême droite et à droite).

La question de l'autonomie stratégique des Européens redevient un enjeu. Notamment dans le domaine militaire ou celui de la défense européenne. L'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine qui est l'un des dix experts internationaux chargés de réfléchir à l'avenir de l'Otan (8) reconnaît que la partie n'est et ne sera pas aisée, tant elle est tributaire d'une volonté européenne qui reste à construire, elle tient à la fois d'une course de relais et de fond, même s'il note « des points d'appui importants » relevés du reste dans le rapport : l'adaptation du concept stratégique, le code de conduite, une sorte de « feu orange » aux affirmations européennes. Mais « *la suite dépendra des Européens* ».

On peut cependant créditer le président français du bienfait de ses coups de pied donnés dans la fourmilière avec ses propos sur la « mort cérébrale » de l'Otan. Reçus comme une « agression » caractérisée, ils ont évidemment braqué le système américano-otaniens, mais ils se sont cependant avérés constructifs. Sans cela, note avec raison Hubert Védrine, l'Alliance atlantique continuerait dans son rythme habituel et à s'auto-congratuler sur le thème : « *On n'a jamais vu une alliance aussi forte et aussi efficace, mais il faudrait quand même que les Européens payent plus!* » et ne tenterait même pas de faire un minimum de prospectives pour se projeter dans l'avenir.

Car c'est bien cette tension provoquée par le Président Macron qui a entraîné la création de ce groupe d'experts (dont le secrétaire général n'était pas demandeur) et qui a permis ces premières réflexions.

On peut se réjouir que des débats jusqu'alors tabous soient désormais ouverts : la suspension du pacte de stabilité, la constitution d'une capacité budgétaire commune financée par de nouvelles ressources propres, la monétisation des dettes publiques. La zone euro a une fenêtre de tir pour réfléchir au fait de se doter des armes monétaire et budgétaire qui lui permettraient de surmonter la crise, d'envisager son développement et d'organiser au bon niveau et au bon rythme la transition écologique et énergétique. L'opportunité lui est donnée d'imaginer les mécanismes de suivi démocratique des dispositions qu'elle prendra, de mettre la démocratie européenne au cœur du projet européen (7), de contribuer finalement à l'émergence d'un espace public européen que des campagnes électorales européennes transnationales, un pouvoir accru du parlement européen mais sans doute aussi, ici ou là, des parlements nationaux dépositaires de la volonté générale (9).

L'Allemagne a consenti à mutualiser les dettes publiques au niveau de l'Union européenne. C'est une première dans l'histoire économique de l'UE. Toutefois le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la BCE pour tenter de contenir les répercussions sur l'économie de la pandémie de Coronavirus, s'il peut de prime abord paraître conséquent, inédit et historique (ce qu'il est), est très insuffisant si l'on rapporte la somme allouée au nombre de pays concernés et par année : Le montant devient alors presque dérisoire. Ce n'est pas à la hauteur des pertes en PIB colossales qui vont devoir être essuyées. Songeons que la France devrait enregistrer à elle seule un repli d'au moins 11 % de son PIB en 2020.

L'économiste Gaël Giraud ajoute : « *Si cette dette est remboursée par une augmentation de la contribution des pays membres au budget européen, on n'aura rien gagné. Car les pays membres devront eux-mêmes s'endetter pour la payer. Cela n'aurait pas de sens. La dette communautaire doit être financée par une nouvelle ressource fiscale. C'est l'occasion de mettre en place une taxe carbone aux frontières de la zone euro. On pourrait aussi remettre sur la table la taxe sur les transactions financières, taxe dont on parle depuis vingt ans mais qui n'est toujours pas mise en place de manière efficace. On pourrait enfin penser à une taxe sur les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) : cette crise nous a en effet permis de prendre conscience de la menace que ces entreprises représentaient pour notre souveraineté. Il faut entrer dans un bras de fer avec les GAFAM.* » (10)

L'Europe est le bon niveau pour déployer un levier efficace et cohérent en faveur d'une coordination, d'une vigilance et d'une protection écologiques, en faveur d'un **Green new Deal**, un **Pacte vert** qui autoriserait à prendre les mesures de protection nécessaires face aux États qui ne s'inscriraient pas dans **l'Accord de Paris** : USA, BRIC (Brésil...), U.K (post-Brexit)... afin de ne pas entrer en contradictions, voire d'entraver les démarches et productions « vertueuses » des États membres. Ce qui ne doit pas interdire la France d'être moteur sur certains aspects et d'envisager la Méditerranée et l'Afrique, vers lesquelles elle a souvent eue une inclination ; avec lesquelles elle a tant d'intérêts communs, et d'interdépendances objectives. A quand de vraies coopérations, entre égaux, sur le registre des enjeux climatiques et des autres enjeux stratégiques ? L'Union européenne est cet espace de niveau mondial permettant de constituer un cadre pertinent à partir duquel serait harmonisée et coordonnée

l'action des États membres en faveur de la transition écologique dans différents domaines : développement économique, énergétique, échanges commerciaux, agriculture ...

Ajoutons que l'Europe a su évoluer : avec « l'initiative citoyenne européenne », on a là un instrument non négligeable de la démocratie participative dans l'Union européenne. Grâce à cette mesure, c'est près d'un million de citoyens européens résidant dans un quart des États membres de l'Union qui peuvent inviter la Commission à présenter une proposition d'acte législatif qu'ils jugent nécessaire pour mettre en œuvre les traités de l'Union. Et depuis janvier 2020, de nouvelles règles s'appliquent pour rendre l'initiative citoyenne européenne plus accessible. On peut relever de ce point de vue le travail pionnier entamé par le Comité économique et social européen. Et on ne peut que saluer l'évolution des mentalités qui va conduire l'an prochain, sous l'instigation de la France, au lancement de la « **Conférence sur l'avenir de l'Europe** », une vaste consultation citoyenne dont l'ambition affichée est de donner la parole aux citoyens Européens sur le projet européen pour les dix ans à venir. Nous espérons pour notre part que cette conférence puisse déboucher sur un mécanisme de consultation citoyenne rattachée au Parlement européen. L'Europe a aujourd'hui la possibilité de placer plus haut l'enjeu de son unité, d'accepter le seul risque raisonnable : celui de se surpasser.

III- L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ SOUMISE À LA QUESTION

Avec l'entrée dans l'anthropocène qui soumet les sociétés humaines à des mutations auxquelles elles ne sont pas étrangères, on a pris conscience de la finitude du monde et l'on sait confusément que la fin est désormais sinon probable, du moins possible et que, si le futur existe, il est déjà un présent. Il nous faut donc apprendre à vivre une nouvelle dualité des temps : le temps (numérique) de l'accélération, de l'urgence, de l'immédiateté, marqué par cette vitesse qui supprime la distance et amenuise, voire abolit, le sens critique, et le temps extraordinairement long d'un futur sans avenir, d'une apocalypse sans eschatologie.

Un détour par les travaux et le dernier essai *Chronos (9)* de l'historien François Hartog aide à y voir un peu plus clair dans les enjeux actuels du dérèglement climatique et des thèses effondristes et collapsologistes. « *Le temps suspendu qu'impose le Covid, présenté comme un ennemi invisible, crée une situation inédite* », constate l'historien. Pour l'humanité, dans le temps qui reste, le passé n'est plus un répertoire d'exemples à imiter, mais la préfiguration prophétique d'un présent qui contient déjà son devenir. Le temps numérique institue un rapport au temps qui brouille les repères et le sens des choses. François Hartog appelle ce rapport au temps, cette temporalité, le « présentisme » (le présent omniprésent, un « présent monstre ») parce que le présent y occupe une place démesurée, de sorte que l'on a tendance à recouvrir tout le passé et l'avenir du présent, à archiver immédiatement ce qui est en train de se passer sous nos yeux et à être conduit à ne plus être étonné par ce qui vient. Le présentisme d'Hartog caractérise ainsi notre rapport contemporain au temps, rapport problématique, mélancolique.

« *On ne cesse de réclamer des plans d'urgence ou de s'indigner de leurs retards* », relève François Hartog. Cette dictature du présent qui mange le futur et tient le passé pour quantité négligeable, s'insinue partout, y compris dans le discours politique. « *Ce que l'on appelle le plan de relance, par exemple, n'est en réalité pas destiné à ouvrir l'avenir. Il s'agit d'un habillage permettant de trouver des solutions aux difficultés d'aujourd'hui.* » note-t-il. Aujourd'hui, ajoute-t-il, « *tout ce qui peut ressembler à un délai est assimilé à un retard, une manifestation de l'inaction, donc une faute. L'avenir s'est obscurci et un temps inédit a surgi, vite désigné comme l'anthropocène, soit le nom d'une nouvelle ère géologique où c'est l'espèce humaine qui est devenue la force principale.* »

Que faut-il faire ? Faut-il se situer dans l'attente de l'apocalypse ? Un tel questionnement déchaîne des ferveurs millénaristes incontrôlables et remet en cause les promesses de la « modernité » caractérisée par la croyance en un avenir prometteur auxquelles a succédé après la seconde guerre mondiale un « *présent irrémédiablement présent* », un présent qui a « *cannibalisé* » passé et futur.

Inventer la démocratie du XXI^{ème} siècle

Où l'on se (re)pose la sempiternelle question de comment faire humanité, comme faire société ? Où l'on (ré) évoque « *le désenchantement du monde* », le sentiment d'incomplétude chez les Hommes, le besoin irrépressible de croire, le retour de la religion ou de ses usages dans l'espace public, et le constat qu'avec sa sortie, les hommes qui ambitionnaient de se gouverner eux-mêmes, n'ont trouvé que de manière imparfaite avec la

démocratie, le moyen de le faire. Le régime représentatif et le suffrage universel montrent leurs limites, qui avaient pourtant réussi à faire exploser la matrice héritée du religieux et des églises, mais sans parvenir de manière pérenne à satisfaire toutes les demandes citoyennes qui s'exacerbent quand les crises surgissent. Aujourd'hui, c'est à une crise de croissance à laquelle nous sommes confrontés qui couve en réalité depuis les années 70.

Il n'est pas interdit de penser possible la renaissance d'une pensée et des passions politiques. De notre point de vue, on la souhaite favorisant l'autonomie individuelle et l'autonomie sociale. Mais comment faire le lien ?

La question est éminemment politique et invite tout un chacun à se réapproprier la et le politique. Elle est inséparable d'une réflexion d'ensemble sur ce que c'est que d'être un Homme, un terrestre dans les temps présents.

Il s'agit ni plus ni moins que de savoir quelle vie au quotidien nous voulons, y compris dans sa dimension relationnelle avec et dans la nature, mais aussi la culture (car la nature sans la culture serait-ce autre chose que de la sauvagerie ?), entre les êtres, dans l'amitié, dans l'amour, dans la sensualité des esprits et des corps.

Tout le monde ou presque ressent la nécessité de « *changer de système* ». Oui, mais pour quelle visée ? Avec quels outils politiques ? **Alors que la question d'un projet politique alternatif conjuguant social et écologie n'a jamais été aussi prégnante et de l'ordre des possibles, pour ne pas dire du souhaitable, nous appelons de nos vœux un projet de société que nous nous évertuons de valoriser depuis 2010 : quelque chose comme une « social-écologie » (10)** qui puisse déployer notre désir de repenser notre rapport aux sciences, à la démocratie, la vie quotidienne, à l'égalité des sexes, aux valeurs, aux arts, à la philosophie, à la vérité. Comme à nos idées, nos critères moraux, esthétiques ou politiques qui ne constituent pas des données éternelles.

La démarche du PRé depuis 2010 se veut pragmatiste et notre ambition est d'espérer en finir avec tous les ensembles clos, de défiger l'homme, la nature, la science, la société hors les sphères étanches et fermées sur elles-mêmes dans lesquelles elles sont trop souvent, pour concevoir leurs relations dans ce qu'elles ont de mobile et d'évolutif. Le défi peut sembler évident à relever, mais sa traduction, sa mise en pratique ne va pas de soi. Il suffit de voir combien chaque fois ou quasiment que l'on aborde une question écologique, on tombe très souvent sur une controverse (éoliennes, aéronautique, voitures électriques, à hydrogène, nucléaire, transition énergétique, « sixième extinction », biodiversité, anthropocène, décroissance, progrès, pesticides, jardineries sous serre, Bio, locavore, etc.). L'écologie est devenue la nouvelle matrice politique de la quasi-totalité des formations politiques, sauf que pour l'instant rien n'émerge vraiment en termes de projet politique cohérent.

Comment, instruits par le Coronavirus, pourrions-nous procéder à un travail de propagation démocratique latérale, de globalisation en quelque sorte ? Comment aider l'Etat à apprendre de la situation dans un contexte où les corps intermédiaires toujours touchés par un procès en légitimité, en représentativité faible, ne sont pas en état pour l'instant de vitaminer la vie de la Cité ? Surtout lorsque l'on sait que l'Etat n'est pas naturellement réceptif à un changement de paradigme de cet ordre. Les syndicats eux-mêmes connaissent une crise de confiance qui fait qu'ils n'interagissent guère et qui rend difficile le colletage, la sélection, la valorisation de la parole des salariés et non-salariés. Comme l'a suggéré le sociologue et philosophe Bruno Latour à propos de la « **grande consultation citoyenne** », la méthode des *Cahiers de doléances*, peut être un moyen, un processus d'auto description qui permette d'aller au-delà de la plainte avec la possibilité pour chaque individu d'exprimer ses pertinences sur les enjeux du moment tout en présentant l'opportunité pour l'Etat d'apprendre à écouter vraiment pour se mettre au diapason.

La transition écologique peut être un activateur d'actions et d'activités, de nouvelles formes d'expression démocratique, qui invite à repenser la question du temps et du pouvoir. On voit combien il y a **urgence à réinsuffler la démocratie et à faire vivre la République, à imaginer des processus de délibération ouverts à tous qui considèrent les citoyens comme des Egaux, à rénover certaines des institutions existantes, à en renforcer d'autres, à transformer la société et l'État**

On est dans une époque (qui ne s'est pas ouverte aujourd'hui) d'illimitation dans tous les domaines, en même temps que marquée par la désolation, le renoncement, le ressentiment, le cynisme, l'apathie, la provocation. Notre désir d'infini s'émousse. On a du mal à s'autolimiter, individuellement et collectivement, prisonniers que nous sommes encore de l'idée d'expansion illimitée. Et l'on ne se résout pas à l'idée qu'une société vraiment libre est une société autonome, qui doit pouvoir s'autolimiter pour le bien commun et de chacun.

On préfère fustiger l'individualisme, mot valise que l'on avance pour expliquer les misères du moment, ses propres défaillances ou encore son incapacité à **penser l'alliance de l'individu et du commun**. Ce n'est pas nouveau, au 19^{ème} siècle déjà. « On », c'est-à-dire aussi bien à droite qu'à gauche, aussi bien du côté des conservateurs que des progressistes, ce qui rend le procès sinon douteux, du moins susceptible d'en questionner les termes. Car en réalité, il y a souvent une confusion sémantique à ce sujet. Au PRé, on est assez intéressé par ce courant sociologique (*La*

nouvelle sociologie) qui s'essaye depuis le milieu des années 1990 à dépasser le clivage historique, devenu rituel, qui a longtemps structuré la sociologie autour de l'opposition entre holisme et individualisme méthodologiques, entre l'accent mis sur le primat du groupe, de la société et sur l'existence de déterminismes qui pèsent sur les individus, et l'accent mis sur le primat de l'acteur individuel à l'encontre de toute conception hypersocialisée de l'Homme. Dubitatifs à l'égard d'un sociologisme qui tient le haut du pavé, nous avons même parfois l'intuition qu'il serait possible non pas de dépasser mais de concilier cette opposition entre acteur et système en mettant l'accent sur la construction de la réalité sociale par des individus interdépendants.

Parallèlement, au point d'acmé où nous en sommes, on voit mal comment l'on pourrait continuer sans quelques réformes institutionnelles. La Covid a reporté pour l'instant les projets en la matière.

Nous ne pensons pas qu'il faille revenir à une féodalité parlementaire ni présidentialiser davantage notre régime, mais établir un point d'équilibre entre la « monarchie élective » et le « principe majoritaire ». Sauf à changer de régime, ce qui reste dans l'ordre des possibles ou des souhaitables, c'est selon. Notre histoire constitutionnelle devrait nous conduire en tous les cas non plus seulement à admettre mais à rechercher la nécessité d'un recours à la **démocratie continue** en dehors des échéances officielles (élections, référendum législatif ou constitutionnel...).

Dans le même temps, pour ne pas dire préalablement, il faudra bien sortir un jour des idées reçues et **admettre que la démocratie est le pouvoir de n'importe qui**. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la cité, de la communauté nationale et à les mettre en œuvre. Ce n'est pas idéaliste que de dire cela, c'est juste faire montre du souci de la justice comme moteur de toute action. Non pas un retour au passé, mais un détour par l'histoire et la philosophie antique pourrait nous y inviter : la phrase d'une limpidité sublime d'Aristote : « *Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné.* »

De ce point de vue, l'introduction d'une dose de proportionnelle pourrait aider raisonnablement au partage des responsabilités. Une solution simple, immédiatement praticable, qui permettrait de garantir pluralité et stabilité politique, qui ferait l'économie d'un nième redécoupage électoral et préserverait par là même du flot de critiques qui ne manquerait pas d'advenir, serait de s'inspirer du système sénatorial : les élus des départements ruraux le sont au scrutin majoritaire et ceux des départements les plus denses à la proportionnelle, en réservant la proportionnelle aux dix départements qui ont plus de dix élus permettrait d'introduire une dose de proportionnelle de 25 %.

La démocratie n'est pas un régime politique parmi d'autres, elle n'est pas davantage un élément d'un processus historique global, elle est par définition instable, imparfaite, comme les interrelations humaines et, comme le postulaient déjà les philosophes antiques, toujours inachevée. Il peut arriver que l'on bute sur la difficulté de maintenir l'équilibre entre une posture de défense contre les menaces extérieures et maintien des libertés intérieures. La démocratie est juste un cadre qui permet sinon de les résoudre, du moins de les atténuer, qui permet de transformer nos vies tout en recherchant un peu de vérité.

La République dans toute son exigence

La République est sans doute l'objet d'un gâchis qui pourrait tout emporter. On fait peu de cas d'elle. On la néglige, on la raille, on la découpe, on la fragilise, on la soupçonne même parfois, quand on ne se dit pas que l'abolir, cela ne serait pas plus mal. Comme si tout pouvait devenir plus simple sans elle.

On a oublié que la République est un bloc car elle porte des exigences cohérentes entre elles. Les gauches ont oublié Jaurès qui fit la synthèse entre le socialisme et l'idée républicaine, ils ont remis la Nation, qui n'est pas qu'une image d'Épinal, mais est aussi un symbole : *le cri de Valmy*, en 1792: L'invocation de la « Nation » eut une efficacité magique. Elle devint l'idée neuve en Europe. La Nation, une idée de gauche, qui s'est décomposée depuis, qui est devenue elle aussi un mot valise. Elle incarna pourtant aussi l'émancipation par l'école.

Dans les années 1970, on la laissa presque pour morte. Or le phénomène de la mondialisation a créé un tel vide, qu'il a entraîné une « *balkanisation politico-culturelle* » : « *La mondialisation a stimulé la nation.* » Pas toujours pour le meilleur, certes. Comment empêcher que la nation ne régresse à l'ethnie, à la tribu, à l'irréductibilité religieuse ?

Comment faire vivre une idée quand celle-ci a été autant mal servie, travestie dans le monde ?

La gauche française a préférée y renoncer, par paresse, par manque de courage, par manque de confiance en elle-même. Préférant s'autoriser tous les sacrilèges, se refusant à concéder aucun sacrifice. On a raison de rappeler que

la République commence en France avant la République. Jaurès l'avait bien compris pour qui c'est parce que la France est devenue une nation qu'elle a pu devenir une République et proclamer la souveraineté populaire et la souveraineté nationale

Nous devrions réfléchir à ce que pourrait être, au XXI^{ème} siècle, une République de citoyens, une république d'égaux. Une République suffisamment forte qui n'ait pas besoin de sous-traiter aux religions ou aux courants sectaires l'expression des citoyens. Il y a 114 ans, le 9 décembre 1905, le Président de la République Émile Loubet promulguait l'une des lois les plus importantes jamais votées par le Parlement depuis la première Déclaration des Droits de l'homme, la loi de Séparation des Églises et de l'État. Instituant par là-même le cadre de notre vie commune. La laïcité est devenue en France un principe de la République qui assure la liberté de chacun et la protège, qui permet à chacun d'adhérer à telle ou telle option spirituelle, de croire en ce qu'il veut ou de ne pas croire.

Souvent caricaturée dans le monde anglo-saxon qui y va régulièrement de son antienne, elle est devenue l'objet d'une campagne de dénigrement sans fin dont l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires a fourni le prétexte pour relancer les enchères, le *New York Times* s'en faisant la tête de pont, mais aussi dans la très catholique Pologne, contre ce qui est jugé comme une dérive discriminatoire, liberticide de la France.

Il y a surtout beaucoup de confusions à son sujet, ici même dans le pays de la Révolution française.

La laïcité n'a pas à voir avec la tolérance, elle a à voir avec un principe de non-confessionnalité, un principe de droit politique. Elle n'est pas un système de contrôle de la religion par l'État, elle est un système de séparation des Églises et de l'État. Elle protège la liberté de consciences et la conjugue avec l'égalité des droits des individus citoyens. Elle aide la République à se fonder sur la visée de l'intérêt général, du bien commun à tous.

Elle s'attache à préserver l'État et les institutions de la vie sociale, pour le moins, de la tutelle religieuse. Et à ne jamais revenir à quelque régime de religiosité que ce soit, comme ce fut le cas historiquement sous l'Ancien régime avec un "régime de catholicité". Il s'agit ni plus ni moins que de maintenir les conditions qui préservent l'État de l'emprise de la religion mais aussi d'empêcher qu'une partie religieuse de la société puisse asservir le reste de la société. Elle n'est pas une « religion » d'État, « la laïcité bien comprise, n'a pas pour but, comme le note le politologue Philippe Raynaud, auteur de "Laïcité, histoire d'une singularité française", d'éradiquer la religion des consciences ». Elle n'est pas un texte sacré, mais une loi principielle. Sa vocation n'est pas d'être révisée à tout bout de champ. Même si elle est susceptible d'être quelque peu changée - après tout elle l'a déjà été depuis 1905 - pour s'adapter au temps présent si nécessaire. Mais, pour paraphraser Montesquieu, si tel devait être le cas, il ne faudrait y toucher que d'une main tremblante !

Quoi qu'il en soit, elle n'a nul besoin d'être instrumentalisée, comme on le voit depuis près de sept ans, ni par quelques-uns de ses partisans déclarés ni par ses adversaires déclarés ou masqués.

Elle n'a surtout aucunement besoin que l'on bêtifie à son sujet. Elle n'exige en rien à ce que la République demande aux croyants d'être « modérés », pas plus qu'elle ne consent à ce que la laïcité soit modérée, ce qui n'aurait pas de sens. La République laïque ne promet aucun particularisme spirituel, pas plus que culturel, encore moins contre un autre, elle est mue par le seul souci d'émanciper le droit de l'emprise de tout particularisme.

En 2020, fondamentalement, elle reste plus que jamais, selon le mot de Jean Macé, le fondateur de la *Ligue de l'Enseignement*, « **le combat contre l'ignorance** ». Elle n'a pas besoin d'être adjectivée pour être comprise ou pour être de son temps. Elle a surtout besoin, aujourd'hui comme hier - un peu plus aujourd'hui qu'hier ? - que ses principes soient juste réellement inscrits dans la réalité, qu'on les fasse vivre loin de toute abstraction, qui ne se réduisent pas à des discours d'autorité et d'ordre. La République mérite d'être défendue contre ses adversaires de tous poils et contre les attaques dont elle fait l'objet, qui n'ont de cesse de la faire renoncer à penser l'universalisable (pourquoi faudrait-il renoncer à l'universel pour penser le multiculturel ?), mais aussi comme cadre que les Français se sont historiquement choisis pour gérer les tensions, les contradictions et les conflits. Arrêtons de douter d'elle. Enfin, reconnaissons que nous serions avisés de rénover sinon de changer nos institutions pour en finir avec cet effet structurel de la vie politique française qu'est le RN, rendu possible grâce à la constitution de la V^o république en ce qu'elle permet à une minorité de gouverner l'ensemble de la population.

IV- D'UN CHAOS A L'AUTRE

Il faut faire avec la crise pandémique, ainsi que ses conséquences économiques et sociales, mais aussi avec le dérèglement climatique qui ne connaît pas de mise entre parenthèses : il prospère sans digues sérieuses et durables pour l'instant. **La question pour le PRÉ reste entière : comment concilier la lutte pour une économie décarbonée et le souci d'une croissance sociale ?** Et si en France, on commençait déjà par se hisser à la hauteur de l'*Accord de Paris* sur le Climat ? Si on se contraignait à respecter nos propres engagements en matière de réduction des gaz à effets de serre ? La politique des petits pas n'est plus adaptée, les promesses ne suffisent plus, il faut passer pleinement aux actes, sans baisser en ambition, sans dévier d'un bon rythme et sans différer outre mesure. Il n'est pas interdit de penser que la France et l'Europe, qui ont essayés d'être des leaders de substitution en la matière pendant la période Trump, réussissent à dimensionner leurs ambitions et les attentes des populations, et qu'un espace se dégage pour un nouveau projet de société qui libère l'espérance en même temps que de nouveaux enthousiasmes.

L'ambition du PRÉ, année après année, est intacte, même si passablement contrariée par l'actualité qui encourage les atermoiements, parfois par excès de précaution : elle s'ancre dans ce que nous avons appelé lors de notre création en 2010 une *écologie des solutions*. Nous persistons à soutenir que l'écologie est un défi, une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future. Cependant que nous sommes confrontés à de multiples défis : des tumultes persistants de l'Orient à l'Afrique, la raréfaction des matières premières, la menace grandissante des risques sanitaires, pandémiques, produisant plus d'inégalités, et qu'en même temps l'idée d'égalité, comme un horizon de sens commun, progresse à l'échelle d'un monde qui semble se déglobaliser.

Nous persistons à penser qu'une vision et un programme d'actions écologiques sont capables d'apporter des solutions durables à ces nouveaux défis mondiaux. Il suffit de rabâcher qu'une « nouvelle » ou une « autre » croissance est possible qui se fonderait sur la transition écologique & énergétique, c'est-à-dire sur un changement radical de nos manières de produire et de consommer, il faut s'y engager réellement, le prouver. Cela commence à faire en sorte que le prix de l'énergie reflète les vrais coûts environnementaux et c'est pourquoi il convient de ménager une fiscalité incitative qui pousse les entreprises et les particuliers à faire les bons investissements, tout en conciliant les deux objectifs impératifs en la matière : équité et efficacité. Sans se bercer des illusions de la « décroissance », et en ne craignant pas d'être audacieux sur la vision de l'après et les investissements à réaliser malgré ou plutôt à la faveur de la montée de la dette publique liée à la crise sanitaire, alors que les taux sont négatifs et que les charges d'intérêt décroissent.

Transitionnons l'économie et mettons en place un *Green new deal* d'envergure pour faire face aux multiples aspects de la crise actuelle, sans se contenter paresseusement de remettre au centre la taxe carbone, mais d'articuler cette nouvelle donne autour de la création d'emplois et d'un programme de relance, mais aussi de métamorphoses économiques et sociales partagées. L'écologie a aujourd'hui dépassé le stade du simple constat des carences de la gouvernance mondiale. La résistance des lobbies ne doit pas être un frein à l'action. Au contraire, sur le chemin de l'écologie, il convient de saisir toutes les opportunités, y compris en termes de gisement de nombreux nouveaux emplois. L'une des premières mesures à traduire en actes pleinement, la rénovation thermique des bâtiments, publics et privés, susceptible de donner un visage à la transition écologique & énergétique, permettrait de créer entre 500 000 et 1 million d'emplois en quelques années, en plus de renouveler au passage le paysage de nos villes, de diminuer notre dépendance au pétrole et de contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale de la France.

De l'incantation à l'action pour une transition écologique

Mais pourquoi tant de retard à promouvoir des énergies substituables et renouvelables qui permettront à la fois de diminuer les émissions de CO₂ et de lutter contre la précarité énergétique à venir ?

Nous sommes de plus en plus nombreux à savoir ce qu'il en est, notamment depuis le *Grenelle de l'Environnement* de 2007. En réalité, les choses sont sur la table depuis longtemps et ne sont guère plus contestées. Depuis les années 90. Et bien avant : un rapport commandité par Jacques Chaban-Delmas en 1970 évoquait déjà les enjeux et la littérature écologiste des années 60 militante et/ou savante ne manque pas qui abordait déjà la question de la qualité de l'air, des pesticides, de la déforestation, de la « biodiversité », et interrogeait déjà le modèle de

production de nos sociétés. Thierry Libaert, universitaire, spécialiste de la communication de crise, en a même trouvé traces en 1952 (11), dans un ouvrage du botaniste Roger Heim, président de l'Académie des Sciences. En communication de crise, il est souvent dit qu'il faut prêter une extrême attention aux *signaux faibles*. En matière environnementale, les signaux sont pour la plupart tous allumés, et pourtant les actes sont loin d'être tous à la hauteur des enjeux. Ce qui nous fait penser qu'il y a peut-être un problème dans la manière avec laquelle ces grands enjeux ont été communiqués aux populations. Notre sentiment premier est que **nous avons collectivement trop eu tendance à considérer que la dégradation de la « planète » était un sujet « environnemental » et cela a conduit à cataloguer la défense de l'environnement dans une sphère de militance strictement écologiste et à l'éloigner d'autant des préoccupations du plus grand nombre**. Le fait est qu'un sujet comme **le dérèglement climatique est d'abord un problème de santé publique** avec les vagues de canicule ou de grand froid, la montée des eaux des océans, la pollution de l'air, l'extension des maladies tropicales, les maladies transmises par les moustiques, la sous-nutrition, etc. C'est aussi un **problème géopolitique** avec l'accélération des migrations en raison de l'augmentation des événements climatiques extrêmes et des prospectives en la matière on ne peut plus alarmistes, également un problème militaire si l'on veut bien considérer les conflits hautement probables qui risquent d'apparaître pour l'accès à de nouveaux territoires. Et c'est dans le même temps un **problème économique et social**.

Alors, comment faire pour sensibiliser ? Et éviter de poursuivre dans les erreurs de communication que l'on ne peut que constater quand elle se révèle anxiogène, culpabilisante, voire contre-productive. Il a été mésestimé que c'est un sujet à considérer sous au moins deux angles : **sous un angle sociologique** quand on réalise que les citoyens sont plutôt responsables, globalement contre le gaspillage, mais que les consommateurs qu'ils sont aussi sont beaucoup plus opportunistes, qu'ils ont du mal à réguler leurs désirs de consommation. Egalement, si l'on veut bien admettre que les personnes les plus sensibilisées à la cause environnementale sont aussi celles qui génèrent l'impact environnemental le plus élevé. Cela semble paradoxal, mais c'est assez facile à expliquer et une enquête récente du Credoc (12) en démontre bien le mécanisme : notre impact environnemental est très lié à notre capital économique et culturel. Sociologiquement, la sensibilité environnementale élevée se retrouve majoritairement chez les plus diplômés. Ceux-ci sont clairement en avance au niveau de la pratique d'un mode de vie éco-responsable, ils préfèrent prendre une douche plutôt qu'un bain, réduisent la consommation de viande, recyclent leurs emballages, achètent bio, font réparer leurs appareils en panne, mais l'aller-retour annuel au temple d'Angkor, au Machu Picchu ou aux Seychelles, les virées à Dublin, Lisbonne ou à Rome, les escapades en Islande ou en Amérique du Nord ont tôt fait de réduire à néant en termes d'impact global l'ensemble des petits efforts quotidiens, surtout si l'on y ajoute l'achat des derniers modèles de smartphone, de tablette ou d'enceinte connectée, ou encore la frénésie d'achats via Amazon qui ne participe pas vraiment à la « neutralité carbone » et dont les cartons d'emballage encombrant les poubelles qui n'y suffisent plus... Egalement **sous un angle psychologique** : la réalité psychologique est que la peur paralyse, alors que l'espoir mobilise. Toutes les études disponibles mettent en évidence cet effet inhibiteur de la peur qui peut même entraîner un effet boomerang : si la situation laisse aussi peu d'espoir, à quoi bon s'engager dans des efforts d'éco-responsabilité ? C'est d'ailleurs un des grands dangers du discours de la collapsologie.

La seule nuance permettant à un message alarmiste d'être performant est de l'accompagner d'indications relatives à l'efficacité de l'action individuelle. Si l'on contrebalance le message d'alerte par un message basé sur la responsabilité et la capacité d'action de chacun, le message peut produire des effets, à défaut la peur peut attirer l'attention sur une question mais n'entraîne aucune modification du comportement.

En matière de transition écologique & énergétique, on a trop longtemps cru qu'il suffisait d'informer pour transformer les comportements. Informer n'est pas communiquer et il ne suffit pas de transmettre une information pour modifier des habitudes. Informer est une étape certes nécessaire mais insuffisante, d'autres modalités de communication sont nécessaires pour le passage à l'action.

Aussi, sans doute faut-il commencer par réorienter l'objectif pour renforcer le degré d'acceptabilité et d'implication active dans la population : l'objectif est d'envisager, et de le donner à voir, un futur où l'énergie sera plus propre, l'air et l'eau plus purs, le mode de vie moins stressant, les produits plus sains.

La lutte contre le dérèglement climatique apparaîtra alors pour ce qu'elle n'aurait jamais cessé d'être : non pas un objectif civilisationnel qui serait délivré aux Hommes, mais un simple moyen.

Il convient aussi de mieux cibler : en répétant urbi et orbi qu'il faut « combattre les gaz à effet de serre », comme le font trop souvent et trop exclusivement les campagnes de communication officielles, on se trompe d'ennemis.

Le premier semestre 2020 fut le plus chaud que nous ayons connu et la période estivale fut marquée par des records de températures, les incendies de forêt dépassèrent en intensité tout ce que nous avons connu. Les tempêtes et inondations rythment désormais notre actualité médiatique. Un temps dissimulée par l'expansion de la Covid-19, la menace climatique ressurgit et le gouvernement doit désormais trancher sur les 146 propositions émises par la *Convention citoyenne sur le Climat*. Depuis plus de trente ans, les scientifiques du **Groupement Intergouvernemental des Experts pour le Climat (GIEC)** nous alertent sur le risque climatique lié à nos modes de vie, et pourtant, l'ensemble des signaux d'alerte est désormais allumé. Et malgré l'ensemble des campagnes de sensibilisation, nos comportements évoluent peu. Il est temps de nous interroger sur les raisons de ce blocage.

De nombreuses illusions règnent dans le domaine de la sensibilisation au dérèglement climatique.

Trois peuvent être ici signalées. D'abord, il faut se défier des sondages ponctuels indiquant une préoccupation environnementale au plus haut, ou savoir prendre de la distance vis-à-vis d'événements d'actualité comme la *Convention citoyenne pour le Climat* présentée comme un tournant de la société civile pour une consommation plus responsable. La réalité est que, du tri des déchets à l'extinction des appareils en veille, de l'utilisation des transports en commun à l'achat d'aliments de saison, comme l'a bien repéré l'ADEME, « *Depuis 2006, la tendance est plutôt à la baisse ou à la stagnation sur un ensemble des gestes vertueux en matière de climat.* »

La deuxième illusion porte sur l'idéal salvateur qu'incarne la jeunesse. Des *marches pour le climat* aux différentes initiatives lycéennes ou étudiantes, partout les jeunes sont présentés comme les nouveaux sauveurs. Hautement responsabilisés, ils constitueraient les nouvelles légions du combat climatique. Là aussi, cela mérite d'y regarder de plus près, car le constat révèle que derrière quelques étudiants fortement mobilisés, souvent issus de grandes écoles, la majorité de notre jeunesse reste fortement adepte d'un mode de vie carbonée, des voyages aériens à la fast-fashion en passant par le streaming, et que les 18-24 ans ne se démarquent aucunement en matière de préoccupation environnementale, et ne comptons pas trop sur leur engagement politique, puisqu'ils sont de loin les plus abstentionnistes, avec notamment, rappelons-le, un score de 72 % d'abstention pour les 18-34 ans aux dernières élections municipales, loin devant toutes les autres catégories d'âge.

La troisième illusion qu'il convient de dissiper porte sur les éco-gestes qui symbolisent à eux seuls la prise de conscience citoyenne. Prendre une douche au lieu d'un bain, réduire sa consommation de viande, éteindre la lumière en sortant, déconnecter sa *box*, fermer le robinet pendant le lavage des dents, le devoir civique se dédouble d'un devoir d'éco-responsabilité de nos attitudes. L'incantation est parfaitement illustrée par Régis Debray : « Au « *Ah, ça ira ! Ça ira !* » succède le « *Ah, ça triera, ça triera* » (13). Force est de reconnaître que l'hypothèse sur laquelle reposait l'objectif des éco-gestes n'a pas fonctionné. L'idée d'amener chacun sur une trajectoire vertueuse par petits efforts successifs s'est rapidement heurtée au désir de supprimer tout ce qui pouvait apparaître trop contraignant.

Tout cela interroge beaucoup nos manières de communiquer, à commencer par celle des pouvoirs publics, nos manières de sensibiliser au dérèglement climatique. En la matière, **trois erreurs ont été commises**. On a d'abord pensé que les individus étaient réellement soucieux de la cause environnementale juste parce qu'ils le disaient. On a ensuite pensé que l'information était le levier essentiel des mobilisations, et on a enfin été persuadé que si les citoyens étaient réellement soucieux des questions écologiques, cela entraînerait un changement de comportement.

En finir avec la procrastination

Il est plus qu'urgent d'arrêter de fixer des objectifs lointains, de déclarer qu'il nous reste trois ans pour atteindre la « neutralité carbone » en 2050 et viser les « deux degrés » en 2100, il faut stopper la communication fondée sur des données quantitatives, la communication distanciée reposant sur la sempiternelle image de l'ours polaire sur son morceau de banquise, il faut arrêter la communication qui évoque l'alourdissement des contraintes et la diminution des plaisirs. A l'inverse, il est nécessaire de communiquer sur le ravage des reports incessants de nos actions, et surtout de réorienter notre objectif.

Le combat contre le dérèglement climatique n'est pas le bon. Il n'est plus temps d'informer sur le risque climatique, mais de nous concentrer sur le modèle de société que les populations désirent, une meilleure qualité de vie, une énergie propre, des produits plus sains, un mode de vie moins stressant. La lutte contre le dérèglement climatique apparaîtra alors pour ce qu'elle doit être : un simple moyen.

Si nous considérons que notre ennemi s'appelle CO₂, comment s'étonner que la mobilisation soit si faible. Arrêtons de mettre la neutralité carbone au frontispice de l'avenir radieux de notre humanité. La communication classique telle qu'elle se pratique actuellement est linéaire, descendante, contraignante, incantatoire, lointaine, alarmiste et technique. Thierry Libaert enfonce à juste titre le clou : « *D'année en année, la lutte contre le dérèglement climatique est passée de considérations géopolitiques générales, d'objectifs globaux jamais atteints, à la responsabilisation de chacun, à des écogestes du quotidien qui nous ont rendus plus acteurs de la mobilisation. Pourtant, rien ne change. Pire : l'idée de développement durable a laissé place à celle d'effondrement ! Si le tableau s'est assombri, c'est que nous avons pris conscience que rien ne serait réellement possible si nous ne changions pas notre imaginaire, nos perceptions, nos croyances.*

La communication sur le dérèglement climatique, et plus globalement sur la transition écologique, est linéaire, descendante, purement informationnelle, incantatoire, lointaine, technique et alarmiste. Et l'on s'étonne qu'elle ne parvienne pas à mobiliser!

Fini le temps des injonctions qui ne servent qu'à valoriser leurs auteurs. C'est tout un modèle qu'il faut réinventer, à commencer par notre façon d'en parler... »

Nous ne pourrions pas davantage espérer résoudre le problème du dérèglement climatique si nous ne sommes pas capables de le nommer correctement et d'utiliser un vocabulaire adapté. Nous utilisons par exemple trop souvent le terme de « réchauffement » qui est à proscrire parce qu'il passe à côté de la réalité du problème. La gravité de celui-ci réside d'abord dans des événements météorologiques extrêmes. Dans l'absolu, le fait d'accroître d'ici à la fin du siècle la température de 2 à 3 degrés ne peut faire réagir personne. De la même manière, il n'est pas plus heureux d'utiliser le terme de « changement » climatique parce que le changement nous apparaît en lui-même comme un phénomène constitutif de nos sociétés.

En Angleterre, le journal *The Guardian* a procédé à un changement de dénomination en la matière, il évoque plutôt « la crise climatique », « l'urgence », voire la « surchauffe climatique ». En anglais, on peut également remplacer « Global warning » par « Global heating » qui évoque davantage un phénomène provoqué techniquement.

Mais le travail sur les termes n'est pas propre au dérèglement climatique, l'ancien vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, celui qui a vraiment permis au GIEC de se doter d'une stratégie de communication, ne parle plus de « climato-sceptiques », puisque selon lui, le scepticisme est consubstantiel à la démarche scientifique.

Il évoque de préférence « les négateurs de la science du climat ».

L'expression « effet de serre » nous renvoie à la perception d'une serre, c'est-à-dire d'un lieu parfaitement sous contrôle, plutôt harmonieux, propice à la production de végétaux et où règne une température constante.

Alors que la réalité des conséquences du dérèglement est très éloignée de cette image.

De même, en matière « d'érosion de la biodiversité », expression qu'il serait préférable de remplacer par sa réalité immédiate, la disparition des espèces animales et végétales, nous pensons qu'il faut arrêter d'employer un jargon technique, peu susceptible de faire comprendre réellement les enjeux, en parlant de « stocks de poissons », mais évoquer plutôt les populations de poissons. La notion de « stock » n'est vraiment pas propice à une conscientisation émotionnelle forte.

Le moment actuel est lourd en termes de gestion de crises, tant il faut savoir décider sans trop de retard à l'allumage. Tant les Français ont besoin que l'on se soucie d'eux. Tant il faudrait aussi que la société se convertisse à une logique d'anticipation sans en rester à la seule logique de réparation. Mais c'est sans doute aussi le moment propice pour se convertir pleinement à une réelle culture d'évaluation des politiques publiques. L'idée avance depuis les années 80 où quelques francs-tireurs se risquaient à en populariser l'idée.

En matière environnementale, il n'est plus incongru ou jugé superflu de faire de l'évaluation. Ainsi, il est de plus en plus acquis que s'engager dans une perspective de production et de consommation durables nécessite d'évaluer l'impact environnemental des biens et services, en prenant en compte l'ensemble de leur cycle de vie : production, utilisation, élimination. En évitant de se limiter à des approches trop parcellaires ou en veillant qu'en cherchant à diminuer les impacts sur un aspect de tel ou tel produit, les modifications apportées n'entraînent pas d'autres impacts par ailleurs. D'où la nécessité de s'assurer de la pertinence globale de ces modifications.

Mais qu'en est-il des décisions de l'Etat ou du législateur ? Evaluer ainsi la politique publique en faveur de la transition écologique & énergétique pourrait être un exercice pratique profitable. Comme de se poser collectivement la question de savoir le sens que cela a d'être vertueux à l'intérieur de nos frontières, qu'elles soient hexagonales ou européennes, si l'on continue par exemple à subventionner les énergies fossiles à l'étranger ?

Evaluer est aussi un exercice démocratique.

V- « LE MONDE D'APRES », C'EST MAINTENANT (14)

On a beaucoup écrit et beaucoup glosé depuis mars dernier sur « le monde d'après, comme si *le monde d'après* la crise allait être forcément différent du monde d'avant. Rien n'est moins sûr, c'est pourquoi il n'est pas inutile d'y réfléchir, et surtout que l'ensemble des citoyens s'y intéresse pour que des choses changent et que les exécutifs s'y attellent en ne se contentant pas de revenir « à la normale », sans se poser plus de questions. Certes, l'immédiate préoccupation est la sortie du confinement dont on ne sait comment et quand il va pouvoir se faire, ni par quoi il sera remplacé le cas échéant. Ni si l'éradication est envisageable à terme sûr ou s'il faudra « vivre avec » un certain temps. Une chose apparaît hautement probable, c'est qu'une fois la situation générale défigée, au plan de la vie sociale et de la vie politique, cette sortie risque d'être très problématique et non sans tensions, car avec la sortie du confinement les problèmes vont apparaître tels qu'ils sont : complexes, colossaux pour tout le monde, avec des secteurs d'activités entièrement dévastés et une crise économique qui sera à son acmé.

C'est à ce moment de vérité que l'on verra si l'Etat saura maintenir son soutien et si l'UE assumera pleinement ses ambitions en maintenant son soutien aux états membres.

Penser le monde de demain n'est donc pas une fantaisie ou un simple exercice intellectuel : quelles conséquences pourra-t-on tirer de cette période, de cette pandémie et de la déréliction économique et sociale qui s'en sont suivies pour envisager un avenir non pas forcément cataclysmique mais un peu plus serein, faisant un peu plus de cas des Hommes et des citoyens (qu'ils sont aussi) ? Quels engagements pourront être tenus ?

Quelques leçons de la crise

Les Français croyaient durs comme fer à la toute-puissance de la médecine, pensaient aussi que leur système de santé était l'un des meilleurs du monde - la France n'est-elle pas « *la fille aînée de la modernisation* » ? - ils ont réalisé au printemps 2020 qu'il n'est pas aussi parfait qu'ils l'imaginaient, qu'il y a comme un déficit de coordination et d'organisation entre la multiplicité des acteurs de la santé publique en France. C'est ce qu'ont très justement décrit les sociologues Henri Bergeron et Olivier Borraz avec Patrick Castel et François Dedieu dans leur ouvrage « *Covid-19 : une crise organisationnelle* » (15) qui évoquent les difficultés nées de ce qu'ils nomment « l'inorganisation d'une société sur-organisée ». Les Français découvrent que l'empilement successif des réformes hospitalières et des réseaux de soins, pas si coordonnés que cela au final, la conversion des établissements sanitaires au mantra managérial, budgétaire et de performance économique, confrontant les soignants à un phénomène d'injonctions institutionnelles souvent paradoxales (performance économique et qualité des soins, quantité et qualité, normalisation des procédures de soins et logique d'individualisation, cloisonnement des pratiques) ont surtout mis de la distanciation avec les besoins des malades, comme ceux des personnes âgées dépendantes.

Ils en viennent à douter de la science elle-même qui n'a pas su leur indiquer une direction sûre, dont ils n'ont entendu que les dissonances. A la faveur de polémiques mettant en cause des conflits d'intérêt la science est apparue en crise. Sa pierre angulaire elle-même - la reproductibilité des résultats - vole en éclats et se retrouve ainsi interrogée la logique d'évaluation (avec ses intermédiaires que sont l'administration et les éditeurs de revues spécialisées) des résultats scientifiques. La pratique du consensus qui naît, croyions-nous, des échanges et du débat au sein de la communauté scientifique, semble avoir disparu du monde académique. On ne manque pourtant pas de bons et d'excellents chercheurs. Le dernier en date, la Française Emmanuelle Charpentier (avec l'Américaine Jennifer Doudna) ne vient-elle pas d'obtenir le 7 octobre dernier le prix Nobel de chimie pour son travail sur le génome ?

Effarés, les Français réalisent que leur pays en a été réduit à devoir gérer la pénurie des masques et des respirateurs, qu'il est extrêmement dépendant pour ce qui est de la fabrication de certains produits médicamenteux essentiels. Les nouvelles mères de famille découvrent qu'on ne peut pas faire de BCG à leur bébé de deux mois, car il y a une rupture de stocks - encore en ce mois de décembre - et que le phénomène dure depuis au moins 2015, sans que n'ait réussi à l'enrayer la loi santé de janvier 2017 qui impose (mais sans sanctions financières pour les défaillants) aux laboratoires d'avoir des plans de gestion de pénuries avec des stocks minimums réservés à la France.

Le fait est que l'industrie pharmaceutique a sa part de responsabilité dans ces pénuries : ses choix industriels mettent le marché en tension ; et puis, elle a tendance à privilégier les vaccins à forte valeur ajoutée, les vaccins en rupture de stock sont rarement les plus rentables.

Moyennant quoi, sur la crise sanitaire liée à la Covid, le jugement de l'opinion publique n'a pas tardé à se structurer autour de quatre perceptions : la gestion de la crise (stratégie de communication comprise), la réussite des déconfinements et du couvre-feu, l'amortissement de la crise économique et enfin les réponses aux nouveaux défis sociétaux que la crise n'a pas manqué de mettre au grand jour. Cependant que la récession pointe rapidement son nez.

Le moment que nous vivons depuis mars est « singulier », « unique », disent les observateurs, comme si nous avions besoin de nous rassurer sur la pandémie, sur notre impréparation collective ou de nous pardonner à nous-mêmes, nous qui rêvons parfois de dépasser notre propre humanité, évoquons l'humanisation de la technique ou la technicisation de l'homme, le subjectivisme, nous étouffant parfois dans le narcissisme, mais ne réussissant pas, même en surmontant nos travers, à entrer dans une ère où nous ne serions ni les maîtres ni les esclaves.

Ce moment nous conforte dans une disposition culturelle qui semble être partagée par une majorité de Français au fil des six dernières années : cela ne peut plus continuer comme avant. Et nous fait réaliser au passage que la prétention transhumaniste, cette idée de vouloir à tous prix « augmenter » l'humanité, de nous offrir de traverser la mort, ne peut pas tout régler. Et pour quoi ? Une promesse d'immortalité ?!

Comment va-t-on s'y prendre, quels sont les choix qui vont être retenus, c'est cela le plus important aujourd'hui. Que va-t-il être retenu au final du message et des propositions de la **Convention citoyenne pour le climat (CCC) : mettre en place « un plan de relance du monde d'avant » (dans une resucée de 2008) ou bien imaginer « un plan de transformation vers le monde d'après » ?**

La question - qui traduit sinon un doute, du moins une certaine inquiétude - est d'autant plus censée qu'on se réforme rarement après une crise. On se confine dans des logiques de réparation - on proroge même parfois les conditions qui ont conduit à la crise - on se lance rarement dans une logique d'anticipation. Cela demanderait une volonté farouche, de la lucidité et de l'audace. Les aura-t-on ?

C'est qu'on se réforme plus aisément après une victoire, comme en 1945, moins, voire pas du tout comme en 1940 après l'Armistice. Tandis que les PME, Indépendants, professions libérales, agriculteurs, travailleurs à domicile, professionnels du spectacle, ont été happés dans un trou d'air financier terrible. Et pour ceux qui n'auront pas disparu, ils sont dans la recherche désespérée de cash, malgré toutes les aides (précieuses) qui ont pu être débloquées, juste pour survivre. Alors que dans le même temps, de grandes entreprises ont bénéficié de liquidités de la part de l'Etat, ce qui était tout aussi indispensable, sauf que cette socialisation des pertes serait malheureuse s'il n'y avait aucune contrepartie, si l'Etat ne pouvait avoir sa voix stratégique au chapitre pour un temps, et bénéficier par exemple d'une part des profits à (re)venir, ou voir le cas échéant son aide se transmuter en capital. Allons-nous ajouter de la tragédie à l'actuel « stress test » avec des choix inopportuns pour amortir le ressac économique et social qui s'en sont suivis ? Allons-nous céder aux sirènes qui voudraient réfrigérer, dans une vision rétrécie de la gestion des urgences, au nom de l'après Coronavirus, la transition énergétique & écologique ?

Bref, allons-nous finir par considérer que les normes environnementales, « ça commence à bien faire » ?

L'urgence, le défi, on le voit mois après mois, est donc tout à la fois, en France et les autres pays, de protéger sanitairelement les populations, de ne pas faire plus de cas que cela des « anti-vaxs » (anti-vaccins), mais de faire, guidés par le *doute raisonnable*, de traduire en actes une vraie stratégie de prévention des risques à venir. Mais sans que cela se fasse au détriment de la mise en œuvre d'une transition écologique & énergétique juste qui doit au contraire s'accélérer pour rattraper le retard constaté.

Des politiques publiques doivent pouvoir continuer à aider les plus vulnérables pendant la crise tout en faisant face aux besoins croissants de ressources financières, sachant que l'on ne peut pas ne pas considérer le fait que la crise touche de manière frontale et dans d'énormes proportions les plus pauvres. De ce point de vue, augmenter les impôts des familles et des entreprises les plus riches, mettre en place en France une vraie progressivité fiscale soucieuse d'une certaine équité sociale n'est plus une option farfelue, ni même dangereusement hétérodoxe, qui permettrait de financer la transition écologique et les services essentiels que sont la santé et la Protection sociale. La doxa en la matière semble donc en train de changer. Après tout, le Fonds monétaire international (FMI) lui-même ne vient-il pas de recommander ce virage (dans son rapport sur la surveillance budgétaire publié en octobre) aux gouvernements ?! C'est que si les gouvernements ont fait un effort financier sans précédent, injectant près de 12.000 milliards de dollars à l'économie mondiale au début de la pandémie, alors que les déficits des pays se sont

fortement accrus, " beaucoup de pays doivent (désormais) faire plus avec moins, ce qui crée des contraintes budgétaires croissantes", souligne Vitor Gaspar, responsable des affaires budgétaires au FMI.

Un élément peut également entrer en ligne de compte en faveur d'une contribution des plus riches : selon les études des économistes Lucas Chancel, spécialiste des inégalités et de l'environnement et Thomas Piketty ou de l'ONG Oxfam au niveau mondial, les 10 % des revenus les plus élevés émettent 50 à 60 fois plus de gaz à effet de serre que les 10 % des revenus les plus bas. Rapportés à un pays comme la France, les écarts sont évidemment beaucoup plus réduits. Les émissions moyennes d'un individu appartenant aux 10 % des revenus les plus élevés étant deux à quatre fois plus importantes que celles de l'individu appartenant aux 10 % des revenus les plus bas.

Ce que soutiennent plusieurs spécialistes dont Marc Germain, maître de conférences en économie (Université de Lille) qui note également que grâce à leur système de redistribution, « les inégalités de niveau de vie sont bien moindres en France que dans l'ensemble du monde, avec en conséquence des inégalités en termes d'empreinte carbone bien moindre également » (16). Relevant par ailleurs qu'avec la « **comptabilité à la consommation** », l'investisseur est exonéré de toute responsabilité en termes d'émission carbone, ce qui peut sembler en effet assez étonnant...De ce point de vue, **des encouragements devraient pouvoir être envisagés en faveur d'une responsabilité sociale des investisseurs.**

Ce qui est certain, c'est que si l'on veut respecter la trajectoire de l'Accord de Paris de 2015 en matière de transition écologique - sauf à annoncer un changement de visée - il est grand temps que les dépenses soient davantage ciblées en faveur des emplois de demain, à commencer par les emplois « verts », en investissant dans des projets d'infrastructures plus respectueux de l'environnement, et que soit (réellement) abandonné (sans doute progressivement selon les situations nationales) le soutien aux emplois de secteurs anciens énergivores les plus pollués pour allouer les fonds à la formation afin de permettre aux demandeurs d'emploi d'accéder aux activités de demain.

Cette question est aussi celle du **financement de la sortie de crise**. Comment financer la sortie de la pire crise économique sans doute depuis 1945, pour reconstruire et transformer le pays ? Est-ce qu'une abolition intelligente des dettes pourrait être envisagée ? Le but n'est évidemment pas de ruiner la veuve de Carpentras, pas davantage du reste les retraités californiens, mais les dettes détenues, depuis leur émission, directement ou indirectement par une entité (société, trust, fiducie, *hedge funds*, etc.) située dans un paradis fiscal (dans l'interprétation la plus large de cette expression, en ce compris Jersey et Luxembourg par exemple) ne pourraient-elles pas purement et simplement être annulées ?

Cela soulagerait le fardeau de la dette (on parle au bas mot de plusieurs centaines de milliards d'euros) et permettrait, sans augmenter les impôts, de libérer des ressources nécessaires pour construire demain et anticiper les crises, notamment climatiques, qui nous attendent. Utopique ?

En matière de **risque climatique**, la première chose n'est-elle pas de considérer que l'urgence pour la France est de respecter ses propres engagements pour réduire de 40 % (comme escompté) ses émissions de gaz « à effet de serre » (GES) d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990 ? Certes, le Centre technique d'études de la pollution atmosphérique (Citepa) a estimé pour l'année 2019 un fléchissement de ces émissions, de l'ordre de 1%, qui devrait se poursuivre pour 2020 (compte tenu des contraintes liées à la crise sanitaire), mais qui reste de 4,5% supérieur à l'objectif SNBC (« stratégie bas carbone ») avec les 441 Mt estimées de GES, note le Citepa.

Pour être dans les clous, il faudrait que les émissions baissent pour les années suivantes de 2,3 % par an.

Quelles avancées sont réellement possibles et selon quel calendrier ? L'on pressent les difficultés et les déceptions qui risquent de s'accumuler au moment de l'examen du projet de loi annoncé sur le climat qui a pris du retard, sans compter que l'étude d'impact qui accompagnera le dit projet de loi ne manquera sans doute pas d'admettre que ces seules mesures ne permettront pas d'atteindre cet objectif de - 40 %. Sacré dilemme quand on se souvient que la France s'est engagée en ce mois de décembre 2020 sur la question de la réduction des émissions européennes encore plus ambitieuse, d'au moins 55 % à l'horizon 2030... L'on pourrait aussi évoquer l'étude de l'ADEME "S'adapter aux changements climatiques - Agir pour mieux anticiper les évolutions du climat" (17) qui rappelle que la sonnette d'alarme tirée par les scientifiques depuis plusieurs décennies n'a pas été entendue, qui dit surtout que le dérèglement climatique est déjà à l'œuvre et de manière certaine jusqu'à 2050 en raison de l'inertie climatique.

Sauf à parvenir à limiter fortement nos émissions de gaz « à effet de serre » sur la décennie 2020-2030 pour répondre aux recommandations des scientifiques, le « réchauffement de la planète » pourrait dépasser les 4 °C avec de graves conséquences pour toute l'humanité et les espèces vivantes, pouvant conduire à une accentuation des risques naturels (submersion des zones côtières lors de grandes marées et de tempêtes en raison de l'élévation

du niveau de la mer, plus d'incendies du fait de l'allongement des périodes de sécheresse et de fortes chaleurs, davantage de crues de rivières compte tenu des phénomènes de fortes pluies plus fréquents et de l'artificialisation des sols...), à une diminution des ressources en eau (variabilité accrue et limitation des nappes phréatiques, réduction des débits des cours d'eau de 30 à 60 % en été, détérioration des milieux aquatiques entraînant une perturbation de l'approvisionnement en eau potable, de l'irrigation des cultures, de l'eau nécessaire pour le refroidissement des centrales nucléaires...), à une fonte des glaces continue (diminution de la banquise et disparition totale en été, fonte accélérée des glaciers, accélération de la hausse du niveau des mers : élévation de 52 à 98 cm d'ici à 2100, faisant disparaître certaines îles et zones côtières), à des impacts sur plusieurs activités économiques (variabilité accrue et limitation des rendements agricoles, déplacement des zones de cultures, perturbation du secteur du tourisme...), et à des effets sanitaires inquiétants (risque de surmortalité dû aux canicules, risques de contamination de l'eau, propagation de certaines maladies transportées par des moustiques...).

La question est : quels moyens la France - si possible avec l'Europe, car le dérèglement climatique n'a pas de frontières - peut-elle réellement mobiliser, dans quelle proportion, et quels leviers d'action et outils de politiques publiques nécessaires pourra-t-elle actionner ?

Le PRé s'est repenché cette année sur l'idée d'un **Revenu de Transition Écologique** (RTE). Ce revenu pourrait être destiné à des personnes physiques, en contrepartie d'activités orientées vers l'écologie et le lien social ; la rémunération de ces activités (par exemple : agroécologie, permaculture, artisanat, low-tech) par le marché est souvent bien inférieure à leur valeur réelle. Il comprend un volet monétaire et un volet accompagnement dans le cadre par exemple d'une coopérative dédiée à la transition écologique et solidaire (différentes formes juridiques existent : entre autres, une société collective d'intérêt collectif - SCIC - qui intégrerait des structures démocratiques diverses, dont des coopératives d'activité et d'emplois (CAE), des entreprises locales, des collectivités...) avec trois fonctions principales : financière avec le versement d'un revenu conditionné ; d'outillage des porteurs de projet en termes de formation et d'accompagnement, pour franchir progressivement les étapes de la transition ; de mutualisation des coûts, des pratiques et des connaissances au sein du groupe ainsi constitué (cf. l'expérience de la commune de Grande-Synthe avec la volonté de contribuer directement aux politiques territoriales de transitions : agricole et alimentaire ; transition énergétique ; mobilité ; économie circulaire etc. . En cours de création dans le département de l'Aude).

Une idée qui a son intérêt, mérite toute notre attention, et dont nous pouvons commencer à évaluer les effets : **la généralisation de l'expérience Territoires zéro chômeur (18)** dédié au financement de la transition énergétique & écologique. Le chômage restera la principale préoccupation pour les années à venir et avec la crise pandémique et ses conséquences économiques et sociales, sans commune mesure avec la crise financière de 2008, on risque d'enregistrer un million de nouveaux chômeurs. La mission de l'État ne peut-elle pas d'être d'aider à trouver un travail, des moyens de subsistance à tous ?

En matière de **production**, on voit bien que la question de la relocalisation des productions de base et stratégiques (certains médicaments, etc. via si possible une coopération au niveau européen se pose avec acuité. Sachant que la « croissance verte » qui n'aurait aucun impact sur l'environnement, ça n'existe pas. Au mieux peut-elle les réduire.

En matière de **pollution**, appliquer d'une manière ou d'une autre le principe de pollueur/payeur ne doit pas être tabou. En liaison avec l'UE, mettre fin aux exonérations de la taxe carbone française pour certains secteurs, en particulier le transport aérien et maritime, les entreprises du marché carbone européen et le transport routier de marchandises ne serait pas farfelue. Pas davantage que la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'Euro pour financer la dette des pays suite à la crise pandémique. Sachant que sur la question des émissions carbone par tout à chacun, l'enjeu est de proposer quelque chose de lisible, pas alambiqué et pas tyrannique.

L'économiste Thomas Picketty propose une piste dans son dernier livre (19) qui semble aller plutôt dans le bon sens, part du réel : après le phénomène des *Gilets jaunes*, il faut traiter, dit-il, les différents groupes en fonction de leur niveau de vie et donc d'émissions carbone, sinon pas de consensus possible et développer une « norme » de justice qui fasse que les uns et les autres acceptent de se projeter dans cet avenir commun. Cette proposition semble

louable dans ses intentions, mais est-elle vraiment praticable ? Sans compter qu'elle pourrait être possiblement ressentie comme tyrannique : un système de « carte carbone individuelle » permettant, en fonction des émissions carbone de chacun, de pouvoir interdire les plus hautes émissions, taxer très fortement les émissions un peu en dessous et puis laisser les personnes qui sont dans les premiers niveaux d'émissions carbone subvenir à des besoins de base.

Si la crise actuelle pouvait déjà conduire à une prise de conscience sur les dérives de l'époque ; à une nouvelle hiérarchisation de l'essentiel ; au passage à l'acte sur la transition écologique ; à la rupture avec la double tyrannie de la performance et de l'autonomie ; à la définition d'objectifs responsables dans les échanges internationaux ; à une relation renouvelée aux territoires et à leurs habitants, réellement coopérative et au retour d'un « Etat-providence » redimensionné, repensé avec et pour les Français, ce serait déjà pas si mal. Si de surcroît, elle nous faisait découvrir les bienfaits d'une politique de la *cura*, cette éthique de la sollicitude qui emmêle harmonieusement "soin de soi" et "soin de l'autre", des Terrestres que nous sommes, ainsi que la considération de la « mère patrie » qu'est la Terre, nous serions sur la bonne voie. Il serait bienvenu de se tourner vers des individualités solidaires, d'encourager la clairvoyance et la bonne volonté de nos concitoyens, la coopération et les mobilisations sociales, politiques, intellectuelles afin de permettre plus rapidement des transformations du système économique et de notre modèle social.

10 Propositions écologiques ET sociales

Dans la perspective du *monde d'après*, un grand nombre de mesures sont proposées sous différents « labels », aussi bien celui de l'écologie politique, l'écologie sociale, l'éco-socialisme, l'écologie populaire, l'écologie républicaine, l'écologie sociale et populaire, l'éco-anarchie, l'écologie identitaire (et sa variante : le localisme), etc. Hélas, leur lecture montre essentiellement un patchwork mal cousu de mesures soit de nature écologique, soit à portée sociale, jamais ou rarement les deux. C'est pourquoi le PRé a décidé d'apporter sa modeste contribution en soumettant 10 propositions (cf. annexe), **10 propositions, sociales ET écologiques** qui se déclinent ainsi :

Vers un programme national de santé environnementale / Protéger le pouvoir d'achat des Français à travers des mesures emblématiques liant justice sociale et efficacité environnementale / Pour une fiscalité environnementale socialement juste / Renforcer la qualité de vie à travers un urbanisme renouvelé / Promouvoir une agriculture vertueuse pour un mieux-être des consommateurs et des producteurs / Pour une éco-socio conditionnalité des aides publiques / Une publicité responsable / Une participation citoyenne renouvelée / Repenser notre manière de se déplacer / Promouvoir une justice environnementale et sociale.

Des propositions qui pourraient préfigurer modestement dans le même temps un **projet politique**, voire un nouveau courant politique, tenant compte des inégalités sociales liées notamment au dérèglement climatique, aux pollutions, à la crise de la « biodiversité », autrement dit de **la diversité du vivant**, aux catastrophes sanitaires, technologiques et autres cyber-risques, à la transition énergétique & écologique elle-même. Un projet qui pense **l'alliance des individus et du commun**. Un projet qui dépasse le seul indicateur du PIB et de la croissance par de nouveaux caractérisant le bien-être et la soutenabilité de nos sociétés. **Un projet qui réhabilite l'État stratège et favorise une République un peu plus girondine. Un projet qui mise sur la coopération, mieux susceptible de vitaminer la vie politique, de concilier démocratie représentative, démocratie sociale et participation citoyenne, qui encourage le recours à la démarche conventionnelle (cf. le travail remarquable de la Convention Citoyenne pour le Climat) et aiderait ainsi à se garder de l'émergence d'une société de défiance généralisée.** Un projet qui saurait prendre en compte les évolutions que la crise sanitaire que nous traversons n'aura fait qu'accélérer en matière de mobilité, de densité urbaine, de modalités de travail (multiplication des tiers-lieux, télétravail, lissage des horaires) et qui prendrait la mesure d'une évolution des échanges mondiaux vers une plus grande souveraineté industrielle.

C'est sans doute le moment par ailleurs de subvertir plus globalement les formes contemporaines d'accumulation de la richesse et l'interventionnisme de l'État quand il se fait contre-productif, voire se révèle désastreux, pour remettre ce dernier sur les bons registres.

Nous sommes à un moment politique, mais aussi philosophique fort, charnière. Une opportunité nous est donnée de redéfinir le sens que l'on veut donner à notre manière de vivre et de nous protéger ensemble, de nous solidariser

et de progresser. Et, non moins accessoirement, de ne pas finir comme les dinosaures qui se sont éteints, il y a 65 millions d'années à la fin du Crétacé (sic !)

Il est temps de « faire commune », pour décarbonner, démarchandiser, démocratiser.

Pour imaginer des modes de gouvernement nouveaux, comme l'ont fait avant nous ces cités italiennes, de Provence ou de Flandres, au Moyen-âge, qui se transformèrent en laboratoires d'une république sans roi. Faire commune, pour protéger, prévenir, prospérer ensemble.

Ces propositions ne sont pas toutes inédites, certaines avaient déjà été avancées par le PRé depuis 2010. Nous avons souhaité sélectionner celles qui collaient le plus à l'urgence de la transition écologique & énergétique avec le souci de promouvoir les énergies renouvelables, une certaine sobriété énergétique et une réduction des inégalités. Tant que par exemple l'on aura des écarts de revenus aussi considérables entre les Français, ça va être très difficile de demander aux plus modestes de changer leurs modes de vie, de faire des efforts pour assurer la transition écologique... Quelle mesure pourrait symboliser le fait que l'on demande par exemple un peu, voire beaucoup plus d'efforts de solidarité contributive à ceux qui sont au-delà de trois, quatre salaires minimums ? À commencer par ceux qui sont dix fois, vingt fois, cinquante fois au-dessus et qui ont de très gros revenus, parfois d'immenses patrimoines ? La justice n'est pas donnée, pas davantage figée une fois pour toutes, elle évolue, elle progresse, elle s'augmente avec le temps : elle se construit.

La question pour le PRé est : comment développer des nouvelles normes de justice environnementale et en même temps de justice sociale sans lesquelles aucune avancée décisive ne pourra être accomplie, car elles conditionnent, dans un régime démocratique, le degré d'acceptabilité des premières ?

C'est en tous les cas une erreur que d'isoler la question environnementale, de croire que l'affaire va de soi ou qu'elle va emporter l'unanimité, oui, une erreur de la compartimenter hors celles de la question sociale et des inégalités. Quelques chiffres suffisent pour prendre la mesure des dégâts de la machine inégalitaire, de la montée de la précarité et de la nécessité d'une justice sociale : les banques alimentaires, les organismes caritatifs ont relevé en septembre 2020 une augmentation de 30% du recours à l'aide alimentaire depuis le début de la crise sanitaire, principalement dans les grandes métropoles, soient quelques 8 millions de Français qui bénéficient désormais de l'aide alimentaire (contre 5,5 millions en temps « normal ») un chiffre dont personne n'est assuré qu'il diminue rapidement malgré l'augmentation précieuse (48%) des fonds sociaux européens pour l'aide alimentaire accordés à la France sur la période 2021-2027 (soient 870 millions d'Euros contre 583 pour la période précédente) qui permettent d'engager directement des dépenses. Tandis que la fortune des 43 milliardaires français a progressé de 2 % en 2020 (la richesse accumulée par les milliardaires de par le monde atteint un sommet inégalé en juillet 2020 : 10 200 milliards de dollars, c'est sans précédent, c'est 1 300 milliards de plus que le précédent pic de 2017, relève une étude publiée par la banque UBS et le cabinet conseil Price Water House Coopers) (20). Un chiffre qui tranche cruellement avec le premier et interroge les bénéficiaires d'une politique de « régressivité fiscale » qui a certes nettement limité l'exil fiscal, mais dont on attend les effets sur l'investissement, sur la création de richesse. L'organe d'analyse *France Stratégie*, rattaché au Premier ministre, se garde du reste de tirer des conclusions qui, selon elle, ne pourraient être aujourd'hui qu'hâtives.

La crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales a sans doute ceci de positif, c'est qu'elle oblige l'économie d'en rabattre sur sa posture de science pure en se décidant, sinon de revenir aux fondamentaux de ses fondateurs, du moins de les revisiter, qui, entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle en Europe se sont proposés d'explorer le champ des biens économiques, de leur production de leur distribution, y compris dans son interaction avec l'activité politique (dans son acception la plus large, au sens des affaires de la cité). Du reste, à l'époque, on parlait d'*économie politique* et non pas de science économique.

Non pas que ce fut une mauvaise chose en soi que l'économie se soit spécialisée au cours du dernier demi-siècle, du fait du développement du calcul, du traitement statistique, de l'analyse et du management des risques et du recours à des modélisations de plus en plus fines, et qu'elle ait gagné en crédibilité « scientifique », mais ce gain en reconnaissance s'est accompagné d'un abandon de son lien originel au politique. Ce que la crise de 2008, dans son ampleur inattendue et dans ses conséquences politiques qui ont surpris tout le monde (révoltes / révolutions en Tunisie, en Egypte, etc.) sans compter la hausse brutale du prix des denrées alimentaires dans certains pays, a permis déjà de voir combien cela pouvait être dommageable, et qu'en définitive l'économie est on ne peut plus politique. Le discrédit des économistes qui s'en ait suivi et qui réinterroge aujourd'hui, douze ans après, très sérieusement leur discipline à la faveur de la crise sanitaire ouvre un nouveau débat salutaire tant on voit combien certes l'apport d'une économie pointue et spécialisée n'est pas à balancer par-dessus bord, mais que l'ultra spécialisation a ses limites, si elle n'est pas reliée à une culture générale de la société. Dans ce sens, l'émergence

d'une économie politique qui puisse recourir à des visions interdisciplinaires (sociologiques, historiques, psychologiques), et plus larges, prenant en compte les attentes, les évolutions et les enjeux de la société, le comportement humain, pour faire court, et considérant ce qui se passe dans le monde, serait on ne peut plus bénéfique.

Car finalement, à quoi sert un économiste ? « *Le véritable impératif pour les chercheurs est de redoubler d'efforts pour encourager les fécondations croisées et une pensée au spectre large, guidées par l'objectif moral général d'améliorer le bien-être de l'Homme* », dit Robert Shiller, professeur d'économie à Yale, économètre de la finance, Prix Nobel d'économie 2013. De quoi réconcilier les économistes avec la société...et réciproquement.

L'enjeu général de ce « monde d'après » n'est pas rien qui exige lucidité et courage pour bien l'appréhender : il est de savoir si l'humanité est prête à accepter ce qui est en train de s'imposer comme une *société du risque*, qui ne saurait se résumer à une société de surveillance, il est de savoir si quelque chose de positif pourra sortir de la grande mutation occidentale en cours, de la montée en puissance des risques viraux et des préoccupations écologiques, de la pression démographique mondiale, de la pression migratoire qui ne sera rien en comparaison des migrations climatiques qu'elle préfigure, de l'accélération d'un capitalisme financier mondialisé, de l'explosion des inégalités, de ce qui pourra en surgir : un monde plus ou moins civilisé ? Ou si nous en deviendrons les victimes ?

« *Il est encore trop tôt pour savoir s'il est trop tard* » Pierre Dac.

Les temps contraints que nous vivons nous invitent, quand ils ne nous y poussent pas, à réfléchir au sens des événements que nous subissons, à espérer une perspective et à envisager une vision praticable du futur. La crise pandémique restreint nos libertés individuelles et collectives, semble rétrécir notre avenir, nous l'enlever, sans que nous en voyions l'issue et sans que nous nous hâtons à nous mettre d'accord sur des échappatoires possibles. L'accroissement concomitant de la précarisation des populations et celles des inégalités sociales exaspère encore plus ce sentiment. Tandis que le dérèglement climatique et la dégradation de la « biodiversité », autrement dit de la diversité de la vie, apparaissent comme plus préoccupants que jamais, dont la fréquence des symptômes (inondations, séismes, stratification des océans, sécheresse, famines, disparitions d'espèces...) s'accélère. Nous semblons impuissants, incapables de réagir à la mesure des enjeux. Parfois même tentés de renoncer, de désert, de se replier dans le cocon de la sphère privée, de désapprendre la patience agissante, l'histoire, le temps. Doutant de la nécessité d'autotransformation. Alors, bien sûr, nous pouvons toujours nous plonger dans l'étude de la pensée apocalyptique de tel ou tel philosophe et nous rappeler combien il peut arriver aux humains dans des situations extrêmes de découvrir les facettes de leur nature, de quoi ils sont capables en termes d'inventivité solidaire. Il reste que ça ne constitue pas forcément une assurance sur la vie.

Ces temps nous invitent à pratiquer la résilience locale, mais aussi à redonner ses lettres de noblesse à la solidarité nationale, à prendre des mesures adaptées de protection sociale, à développer une culture démocratique, à nous préparer à une *société du risque* et, en définitive, en toutes choses à *l'inattendu*.

Cette *société du risque*, qui fait écho au titre du livre du sociologue allemand Ulrich Beck publié en Allemagne en 1986 (l'année où sortait aussi *l'Etat-Providance* de François Ewald), peu de temps après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, mais en France seulement au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et de l'explosion d'une usine chimique à Toulouse, est une notion assez longtemps peu considérée en sociologie, mais très familière des assureurs. Elle renvoie bien sûr à l'économie du risque et à toutes les théories développées après-guerre (la théorie des jeux de Von Neumann et Morgenstern, ceux d'Allais, d'Arrow, de Stiglitz, etc.) pour aider à la décision en incertitude. Beck en visionnaire nous invite à penser le changement de société en cours. Aujourd'hui le risque apparaît plus qu'une menace au point qu'il est en train de devenir la mesure de notre action en toutes choses.

À une logique de la répartition des richesses a succédé une logique de la répartition des risques : contrainte dès lors de poser continuellement la question de ses propres fondements, la « société du risque » fait de l'avenir la question du présent.

Les temps présents nous invitent pareillement à ne pas tout attendre de la promesse du projet de la modernité (rendre l'homme capable de tout changer à sa guise), du progrès qui n'est pas forcément exponentiel, mais à ne pas désespérer pour autant de la sérénité, cet art de découvrir, d'inventer ce à quoi on ne s'attend pas.

Après tout, dans les sciences expérimentales, les exemples ne sont pas rares. La pensée scientifique moderne a conduit à penser que l'Homme pouvait se transformer en « maître et possesseur de la nature », des philosophes (Descartes, Pascal, Hobbes, Spinoza ...) ont pressenti qu'elle pourrait même un jour s'appliquer à l'Homme lui-même (ce qui est le cas dans le domaine de la bioéthique notamment). Le fait est que la lucidité post-moderne n'a pas freiné le phénomène. Cette volonté d'auto-objectivation et, finalement, d'auto-transformation, inscrite dans la logique rationaliste des Lumières, est manifeste aujourd'hui lorsque l'on voit combien le désir de contrôle est prégnant. Y a-t-il une autre voie que la foi aveugle dans la science (qui s'est historiquement émancipée de la morale et de la religion, mais qui comporte parfois une certaine dimension morale, si ce n'est « religieuse ») et le fait de se réfugier dans le ou les particularismes ?

Comme le relève le philosophe néerlandais Herman De Dijn (21) : « *De nos jours, le désir moderne de manipulation et de contrôle se concrétise en effet de deux manières. Tout d'abord, l'homme moderne a fini par se constituer lui-même en objet de ses propres investigations et techniques. Est-ce le signe d'une haine profonde de soi? La deuxième tendance est celle de la mise en valeur active, sinon activiste de traditions et de particularités culturelles. Cette dernière tendance semble être le symptôme d'une quête frénétique - contradictoire? - de «ré-enchantement*

Face au dérèglement climatique qui en rajoute sur les changements en cours, nous ne doutons pas au PRé que les Hommes soient capables de *passions joyeuses*, de se réinventer et de réenchanter leurs vies, individuellement et collectivement. Nous persistons à penser que des solutions sont non seulement possibles, mais qu'elles sont sur la table : il n'est pas trop tard. Commençons par prendre réellement en considération la Terre, en la respectant, en la réparant, en devenant ses *jardiniers*, donc de nous respecter, car tout est lié, pour continuer de l'habiter.

Nous croyons envisageable une libération des énergies citoyennes, pour peu qu'on ne les bride pas, rendue d'autant plus possible par la marginalisation actuelle des partis politiques traditionnels qui dure. Il n'est pas irréaliste de penser que cela pourrait passer par la création de nouvelles formes d'organisation politique fondées sur une démocratie réinventée, la participation de tous, la responsabilité de chacun à l'égard des affaires communes ; fondée sur une *démocratie continue* qui ne se confonderait pas avec la délégitimation de toutes formes de représentations, mais forgerait comme une alliance des individus et du commun.

Il y a urgence à redessiner un horizon et à mieux considérer le bonheur humain.

Les multiples crises que nous subissons qui conduiront, il faut l'espérer, à des métamorphoses positives dans les registres de nos vies, ne serait-ce que pour essayer d'anticiper les prochaines, ne doivent pas se réduire à généraliser une attitude de défiance face au réel, mais nous garder du *mauvais génie* : Descartes interrogeait en son temps le rapport à la réalité et la remettait en cause, au motif où le réel est souvent différent de la perception que l'on a du réel. Plus près de nous, l'écrivain américain de science-fiction Philip K. Dick (22), sur les traces de Descartes, met lui aussi en doute le rapport au réel. Ses romans ont ceci de remarquable qu'ils interrogent le monde, mais aussi nos mondes : ils *fracturent la réalité*, perturbent l'image projetée de la réalité, littéralement, comme dans *Ubik*, le plus souvent métaphoriquement, mais ils permettent quand il y a lieu d'entrevoir ce qu'il y a de caché derrière, en nous mettant à disposition phares et balises. Ce questionnement peut aller jusqu'au doute : Est-ce que je rêve ce que suis en train de vivre ? Puis-je empêcher le futur meurtre que je me vois commettre ? Qu'est-ce qui est réel ? Tout l'art de Dick tient à la savante machination qu'il construit autour de cette simple mais insondable question, dont la réponse n'est jamais tranchée. Fantastique réalité anticipée de notre futur, qui nous renseigne sur notre présent : c'est peut-être cela la faille qu'arrive à ouvrir l'outil science-fictif dans notre réel.

Autrement dit, avec un de nos auteurs français de SF & fantasy : "*Il n'y a pas de lendemain qui chantent, il n'y a que des aujourd'hui qui bruissent*" (Alain Damasio).

N.B : ce rapport a été préparé dans sa version initiale par Dominique Lévêque avec le concours de Stanislas Hubert et la contribution thématique de Thierry Libaert.

(1) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/09/30/la-laicite-repudiee/>

(2) Cf. *Les Années algériennes* (émission de TV "REMBOB'ina" présentée par Patrick Cohen sur La Chaîne Parlementaire avec le concours de l'INA), consacrée à l'excellent documentaire de Benjamin Stora (avec Philippe Alfonsi, Bernard Favre et Patrick Pesnot). Historien, professeur des Universités, spécialiste majeur de l'histoire du Maghreb contemporain (XIXe et XXe siècles), de l'histoire coloniale, des guerres de décolonisations et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe, Benjamin Stora y a consacré 40 ans de sa vie en recherches ; on a pu dire qu'il chuchotait à l'oreille des présidents ; il ne s'est en tous les cas jamais

dérobé. Quitte à s'exposer. Il n'a jamais refusé ses conseils pour faire avancer le partage et la paix des mémoires. Le Président Macron lui a d'ailleurs confié en juillet dernier une mission sur « la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie », à charge pour lui de « formuler librement des recommandations » en vue de favoriser « la réconciliation entre les peuples français et algérien ». Une mission qui a fait immédiatement se hérissier l'extrême droite et une partie de la droite française, alors que les gauches sont restées et restent singulièrement silencieuses sur le sujet...

Benjamin Stora est l'auteur de très nombreux ouvrages et de plusieurs rapports dont le dernier en 2019 sur la coordination et l'accompagnement de l'action culturelle en faveur des migrants; un autre en 2017 sur l'état de la recherche sur l'histoire de l'immigration en France; il présida aussi en 2016 la commission sur les manifestations sanglantes de décembre 1959 en Martinique, de Mai 1967 en Guadeloupe et le crash en juin 1962.

Derniers ouvrages parus : *Une mémoire algérienne* (Ed Robert Laffont, Coll Bouquins, mars 2020), *Retours d'Histoire, l'Algérie après Bouteflika* (Bayard, 2020).

Benjamin Stora est membre du conseil scientifique du PRÉ.

<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/11/04/algérie-été-62-l-indépendance-aux-deux-visages-par-jean-michel-meurice-et-benjamin-stora-2002/>

- (3) *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, de Philippe Corcuff, ouvrage à paraître début mars 2021 (Editions Textuel, collection "Petite Encyclopédie Critique", 672 p, <https://actessuddiffusion.livres-choisis.com/notices/la-grande-confusion-comment-lextreme-droite-gagne-la-bataille-des-idees/>)

Philippe Corcuff, chercheur, membre du laboratoire de recherche CERLIS (Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, Université de Paris Descartes/CNRS), sociologue engagé, maître de conférences HDR à l'IEP de Lyon, militant libertaire, co-fondateur de l'université populaire de Lyon, évoque Droite extrême (le trumpisme) et Extrême droite (le lepénisme de Marine Le Pen), dans leurs points de jonction et leurs ressemblances, qui dessinent les nouveaux visages d'un ultraconservatisme connaissant une certaine attractivité à une échelle internationale depuis le milieu des années 2000, en bénéficiant du brouillage des repères politiques traditionnels antérieurement stabilisés. La xénophobie et l'hostilité aux tendances pluriculturelles et métissées des sociétés modernes sur fond nationaliste, la fausse lucidité conspirationniste à la place de la critique sociale radicale. Il y souligne le fait que la droite extrême américaine se laisse glisser sur les pentes du sexisme et de l'homophobie les plus décomplexés, voire de l'antisémitisme, alors qu'en quête de respectabilité l'extrême droite française se police sur ces terrains pourtant traditionnels pour elle. A la fétichisation des mots fascisme ou populisme, il préfère emprunter la notion de « postfascisme » permettant à la fois de mieux saisir des continuités et des discontinuités, et notamment la réappropriation du lexique républicain et démocratique (« République », « souveraineté populaire » fusionnée avec « souveraineté nationale », « liberté » et « égalité », « laïcité », etc.) en décalage avec les discours antirépublicains et antidémocratiques en cours dans les années 1930.

Il souligne cependant que l'extrême droitisation portée tant par le trumpisme que par le lepénisme ne fonctionne pas par leurs seules forces, mais aussi grâce aux paralysies, aux ambiguïtés et aux confusions à gauches, à l'emploi inapproprié de l'expression « bonnet blanc et blanc bonnet » entre lepénisme et « macronisme », quand on use des ficelles du complotisme pour rebondir sur la scène politicienne, quand la diabolisation des médias se substitue au déploiement de l'imagination émancipatrice, etc., on participe, assure-t-il, « dans l'inconscience à tisser la toile rhétorique susceptible de nous étouffer ».

De ce point de vue, il questionne l'attitude de figures issues des gauches comme Ignacio Ramonet, Laurent Bouvet, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Todd, Jean-Claude Michéa, Arnaud Montebourg qui ont pu laisser échapper, note-t-il, une certaine fascination pour Trump au moment de son élection en 2016...

Derniers ouvrages parus : *Individualidades, común y utopía. Crítica libertaria del populismo de izquierda*, préface de José Luis Moreno Pestaña, prólogo por José Luis Moreno Pestaña, traducción y revisión de David J. Domínguez y Mario Domínguez (Madrid, Dado Ediciones, colección "Disonancias", 2020) ; *Théories sociologiques contemporaines. France, 1980-2020* (Paris, Armand Colin, collection "Cursus", 2019).

Philippe Corcuff est un contributeur du PRÉ.

- (4) Cf. article *Covid-19: révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne*, par Arnaud Houéno, politiste, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), contributeur du PRÉ.
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/07/16/covid-19-revelateur-du-soft-power-de-la-chine-en-afrique-subsaharienne-par-arnaud-houéno-politiste-université-d-abomey-calavi-bénin/>
- (5) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2019/10/26/renaissance-de-l-europe-par-stanislas-hubert-et-dominique-lévêque/>
- (6) Rapport Avenir de l'Otan, 2020 : Le secrétaire général de l'Organisation, Jens Stoltenberg a annoncé le 31 mars, la composition d'un groupe d'experts chargés de réfléchir à l'orientation future de l'Alliance, dont le principe avait été acquis au Sommet de Londres, début décembre 2019. Le groupe réunit cinq hommes et cinq femmes. La France y est représentée par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères sous Jospin, ancien secrétaire général de l'Élysée (1991-1995) sous François Mitterrand. Les questions sont nombreuses : quel positionnement par rapport à la Russie, comment traiter la question turque – membre de l'OTAN –, quelles capacités de projection militaire en dehors de l'Europe, etc.
- (7) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/06/08/solidarite-financiere-et-annulation-de-dettes-l-agenda-financier-de-l-europe-d-apres-par-liem-hoang-ngoc-economiste/>
- (8) Gaël Giraud, économiste ancien chef économiste directeur de l'Agence française de développement (AFD), entretien pour Public Sénat, 27 juin 2020
- (9) *Chronos - L'Occident aux prises avec le Temps*, François Hartog (NRF Gallimard, octobre 2020)
- (10) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2019/11/29/la-social-ecologie-est-un-humanisme-présenté-par-dominique-lévêque/> et <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2018/12/24/le-besoin-d-un-projet-de-societe-présenté-par-dominique-lévêque/>
- (11) Cf. *Des Vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète*, Thierry Libaert (Editions Le Pommier. Septembre 2020).
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/09/15/la-planete-brule-par-thierry-libaert-universitaire-membre-du-conseil-scientifique-et-du-conseil-des-membres-du-pré/>
Thierry Libaert, professeur des universités, auteur d'une trentaine d'ouvrages, président de l'Académie des controverses et de la communication sensible, membre du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot, du Earth & Life Institute et du CES européen. Il est l'auteur du premier texte européen sur la lutte contre l'obsolescence programmée.
Il est particulièrement investi sur les nouvelles modalités économiques de la transition écologique. Il a auparavant été négociateur lors du Grenelle de l'Environnement (Commission Gouvernance, 2007). Missionné en 2018 par le ministre de la transition écologique pour un rapport sur la durabilité des produits, rapport remis en janvier 2019, il a été (septembre 2019) chargé d'une nouvelle mission relative à la compatibilité du modèle publicitaire face aux enjeux de la transition écologique.

Thierry Libaert a aussi publié sur cette question *Communication et Environnement, le pacte impossible* (Presses Universitaires de France, 2010), *La communication verte. L'écologie au service de l'entreprise* (Editions Liaisons, 1992. Médaille de l'Académie des Sciences Commerciales).

Thierry Libaert est membre du conseil et du conseil scientifique du PRé.

- (12) « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », Credoc, *Consommation et modes de vie* – Mars 2019
- (13) *Le siècle vert*, Régis Debray (Gallimard, coll Tracts, 2020)
- (14) Cf. Note du PRé <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/28/le-monde-d-apres-c-est-maintenant-presente-par-Stanislas-Hubert-Dominique-Lévêque-Thierry-Libaert/26-04-2020>
- (15) *Covid-19 : une crise organisationnelle*, Henri Bergeron, Olivier Borraz, Patrick Castel, François Dedieu (Presses de Sciences Po, 2020). Henri Bergeron dans un article co-écrit avec son collègue sociologue Olivier Borraz (sous le titre "Covid-19 : Impréparation et crise de l'Etat", pour AOC media), ainsi que dans un podcast publié par le CNRS ("Peut-on améliorer l'organisation de la santé publique ?"), pose que la coopération et la coordination sont loin d'être évidentes dans la pratique, que ce soit entre ces différentes organisations ou avec l'État et ses représentants. D'où la question - et quelques autres - : les Organisations de notre système de santé souffriraient-elle d'un déficit d'organisation? Le sentiment plus général d'Henri Bergeron que nous partageons est aussi celui d'un Etat qui « suscite des attentes qu'il n'est pas en mesure d'honorer ; un faux sentiment de protection d'un pouvoir régalien qu'une jurisprudence fournie n'a cessé de confirmer depuis au moins 30 ans et qui crée une fausse impression de sécurité. » C'est ce décalage et la stratégie de communication adoptée en début d'épidémie et jusqu'il y a peu, qui ont créé le vertige dans lequel chacun de nous a pu être pris devant les non-dits, les maladroites, et les incongruités pour le moins, des discours officiels, mais qui nourrissent aussi le complotisme et tous les accès d'hypocondrie sociale et politique dont nous sommes les témoins sur les réseaux dits « sociaux » et des chaînes d'info continue. Sans compter - mais des études devront être menées à l'issue de la crise pour l'établir sérieusement, comparer les politiques menées dans les différents pays, déterminer quelles auront été les stratégies qui ont sauvé le plus de vies - que l'on peut s'interroger tout de même sur le temps mis par les autorités françaises pour prendre la pleine mesure de l'épidémie puis de la pandémie. Car entre les premières mesures prises en Chine fin janvier et les premières annonces de l'exécutif français, il s'est passé quasiment un mois et demi. Personne de raisonnable ne peut douter que ce fut facile ou qu'il suffisait de s'en remettre aux seules vertus du "yakafonkisme". On peut cependant avancer sans trop se tromper que cette crise est aussi, comme avait pu déjà le souligner Olivier Barroz dans le dossier Lubrizol, "le signe de l'inefficacité d'une gestion de crise à l'ancienne". Henri Bergeron est membre du conseil scientifique du PRé.
- (16) *Inégalités de niveaux de vie, inégalités d'émissions carbone : une comptabilisation qui arrange les investisseurs*, par Marc Germain avec Louis Possoz, ingénieur, membre fondateur du groupe [QuelFutur](http://QuelFutur.org), groupe de réflexion scientifique interdisciplinaire sur l'urgence environnementale. (*The Conversation*, 30 septembre 2020).
- (17) Etude de l'ADEME, agence de la Transition écologique "S'adapter aux changements climatiques - Agir pour mieux anticiper les évolutions du climat, septembre 2020" : <https://www.ademe.fr/.../guide-pratique-adapter...>
- (18) *Territoires zéro chômeur de longue durée* : Laurent Grandguillaume est président de cette association nationale. Le projet « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) a été porté par ATD Quart Monde en partenariat avec le Secours catholique, Emmaüs France, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité avec, dès le départ, une volonté partagée que la conduite opérationnelle de ce projet puisse être ensuite portée par une organisation ad-hoc. L'association a ainsi été créée le 7 octobre 2016 pour animer et développer le projet avec l'ambition de démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire. Suite à l'habilitation des 10 territoires expérimentaux par la loi du 29 février 2016, de nouveaux territoires volontaires se mobilisent depuis pour mettre en œuvre la démarche. Il est également vice-pt de la fondation Travailler Autrement, « think tank des nouvelles formes d'emploi », créée à l'initiative des groupes ITG, Alixio et IGS mais également des syndicats (CFDT, UGICT-CGT Cadres...), ainsi que des personnalités de la société civile. L'Assemblée nationale a voté, le 16 septembre, une loi prévoyant l'extension de l'expérimentation à 60 territoires.
Voir aussi : <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/06/25/le-travail-a-t-il-encore-de-l-avenir-par-laurent-grandguillaume/>
- (19) *Capital et Idéologie*, Thomas Piketty (éditions du Seuil, septembre 2019).
- (20) *Riding the Storm - Market turbulence accelerates diverging fortunes* : [étude publiée par la banque UBS et le cabinet conseil Price Water House coopers.](#)
- (21) *Comment survivre au désenchantement du monde? A propos de la modernité*, par Herman de Dijn (In: Revue Philosophique de Louvain. Quatrième série, tome 100, n°4, 2002. pp. 769-785). Herman de Dijn est professeur émérite de philosophie (Institut supérieur de philosophie - Université catholique de Louvain, Belgique).
Ses principales publications : *Spinoza* et *The Way to Wisdom*., plus récemment *De andere Spinoza*. Ainsi que de nombreux essais sur des sujets culturels et philosophiques : *Comment survivre à la liberté ?*, *Tabous, monstres et loteries*; *l'éthique dans les temps modernes*, *Modernité et tradition* et *Religion au 21ème siècle : un petit manuel pour les défenseurs et les adversaires*. Les œuvres d'auteurs comme Ludwig Wittgenstein, Michael Oakshott, Josef Pieper, G.K. Chesterton, C.S. Lewis et Roger Scruton ont suscité son intérêt pour la philosophie culturelle.
Herman de Dijn est membre de l'Académie Royale des Sciences de Belgique
- (22) Cf. *L'histoire qui met fin à toutes les histoires*, Philip K Dick, *the Little black box* (the collected stories of Philip K. Dick, #5, [ed. Paul Williams]; Los Angeles, CA & Columbia, PA: Underwood-Miller, 1987).
Remerciements à Elisabeth Antébi, historienne, journaliste et écrivain, contributrice du PRé, qui nous a donné envie de nous replonger dans Philip K Dick après nous avoir donné à voir l'une de ses interviews de l'époque avec l'auteur de *Dr. Bloodmoney*, *Or How We Got Along After the Bomb*, un roman de science-fiction de 1965 :
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/18/entretien-avec-philip-k-dick-par-elisabeth-antébi/>
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/17/chroniques-terriennes-par-elisabeth-antébi/>